GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1881 — ROMA — MARTEDI' 5 APRILE — NUM. 79

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	Roma ....L.	11	21	40
	Per tutto il Regno ...."	13	25	48
Giornale senza Rendiconti......	Roma ...."	9	17	32
	Per tutto il Regno ...."	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 10; per tutto il Regno cent. 15. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30 per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono *esclusivamente* alla Tipografia EREDI BOTTA, via della Missione. Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, via della Scrofa, n. 47, piano 2°.

PARTE UFFICIALE

Sua Maestà il Re, avendo ricevuta la partecipazione ufficiale della morte di S. M. la Regina vedova di Danimarca CAROLINA AMALIA, nata Principessa di Slesvig Holstein Sonderburg Augustemburg, ha ordinato un lutto di Corte di giorni venti, a decorrere dal giorno 4 aprile.

PARLAMENTO NAZIONALE

Senato del Regno

Nella tornata di ieri vennero discussi ed approvati per articoli, ed a squittinio segreto, a grande maggioranza, i seguenti progetti di legge: Disposizioni per una tassa di fabbricazione degli olii di semi di cotone con corrispondente sopratassa al dazio di confine; Restituzione dell'ufficio di Pretura dei comuni Bagni San Giuliano e Vecchiano, attualmente denominato mandamento 3° di Pisa, alla sua antica sede dei Bagni di San Giuliano; Trasferimento della sede della Pretura di Minucciano in Colognola di Sant'Anastasio, frazione del comune di Piazza al Serchio; Istituzione di una seconda Pretura nel mandamento d'Asti; sul primo dei quali ragionarono i senatori Rossi Alessandro, Garelli, Guarneri, Boccardo, Casaretto, Deodati, relatore, e i Ministri di Agricoltura, Industria e Commercio e delle Finanze.

Vennero altresì votati, a squittinio segreto, ed approvati tre altri disegni di legge discussi in precedente seduta, cioè: Aggregazione del comune di Feletto, circondario di Torino, al mandamento di Rivarolo Canavese; Aggregazione dei comuni che costituiscono i mandamenti di Piadena e Casalmaggiore al distretto notarile di Cremona; Proroga del termine per la vendita dei beni ex-ademprivili di Sardegna.

Nella stessa tornata furono presentati il disegno di legge approvato dalla Camera elettiva concernente una spesa pel Congresso geologico internazionale da tenersi a Bologna in quest'anno, e la relazione della Giunta d'inchiesta sull'esercizio delle strade ferrate.

Camera dei Deputati

Nella seduta antimeridiana di ieri si proseguì la discussione del disegno di legge per la costruzione di opere straordinarie stradali ed idrauliche. Ne trattarono i deputati Cocco-Ortu, Picardi, Chimirri e il Ministro delle Finanze.

Nella seduta pomeridiana si procedette ad una votazione di ballottaggio per la nomina di tre commissari d'inchiesta sulle condizioni della marineria mercantile italiana, essendone risultati eletti in primo scrutinio solamente due, i deputati Boselli ed Elia; e dopo che il Presidente del Consiglio ebbe annunziata la nomina a Ministro della Guerra del tenente generale Emilio Ferrero, si continuò la discussione del disegno di legge sulla riforma della legge elettorale politica; alla quale presero parte i deputati Coppino e Saladini.

LEGGI E DECRETI

Il Numero **128** (*Serie 3ª*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge*:

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione di commercio e di navigazione fra l'Italia e la Rumania, conchiusa a Roma addì 23 marzo 1878, e le cui ratifiche furono scambiate a Bucarest li 1,13 marzo 1881.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 marzo 1881.

UMBERTO.

B. CAIROLI.

Visto, *il Guardasigilli:* T. VILLA.

Convention de commerce et de navigation entre l'Italie et la Roumanie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Altesse le Prince de Roumanie, animés du désir de faciliter et de développer les relations commerciales et maritimes établies entre les deux Etats, ont résolu de conclure, dans ce but, une convention de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie,

S. E. Augustin Depretis, chevalier de l'Ordre Suprême de l'Annonciade, Gran Cordon des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, député au Parlement, Son Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères ;

Son Altesse le Prince de Roumanie,

Monsieur Michel Georgiade Obédénare, ancien professeur à l'Université de Bukarest, membre de la Société Académique Roumaine, officier de l'Ordre de l'Etoile de la Roumanie, décoré de l'Ordre Bene-merenti de Roumanie, Secrétaire Gérant Son Agence diplomatique à Rome ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Italie et la Roumanie. Les sujets et les navires respectifs auront libre accès dans les villes, ports, rivières ou lieux quelconques des deux Etats, dont l'entrée est actuellement permise ou pourra l'être à l'avenir aux sujets et aux navires de toute autre nation étrangère.

Art. 2. Les italiens en Roumanie et les roumains en Italie auront réciproquement un libre accès auprès des Tribunaux de justice, en se conformant aux lois du pays, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les dégrés de juridiction établis par les lois. Ils pourront employer, dans toutes les instances, des avocats, avoués et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Art. 3. Les italiens en Roumanie et le roumains en Italie seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel, de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou fermiers.

Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque.

Art. 4. Les navires italiens et leur cargaison en Roumanie et réciproquement les navires roumains et leur cargaison en Italie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quelque soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait pas également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Art. 5. La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

Art. 6. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux dans l'un des deux Etats aucun privilége, ni aucune faveur, qui ne le soit également aux navires de l'autre ; la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments italiens et les bâtiments roumains soient traités sur le pied d'une parfaite égalité, et jouissent réciproquement des avantages acccordés à la nation la plus favorisée.

Art. 7. Les navires italiens entrant dans un port de la Roumanie, et réciproquement les navires roumains entrant dans un port de l'Italie, qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane.

Art. 8. Les capitaines et patrons des bâtiments italiens et roumains seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux Etats, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, librement se servir, soit de leurs consuls et vice-consuls, soit des expéditionnaires qu'ils désigneront eux-mêmes, sauf, à se conformer, dans les cas prévus par le Code de commerce roumain et le Code de commerce italien, aux dispositions auxquelles la présente clause n'accorde aucune dérogation.

Art. 9. Les dispositions du présent traité ne sont point applicables à la navigation de côte ou de cabotage, laquelle demeure exclusivement réservée, dans chacun des deux pays, au pavillon national.

Toutefois les navires italiens et roumains pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement.

Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne dérogent en rien aux principes admis par le Congrès de Vienne et consacrés par le traité de Paris au sujet des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs Etats.

Art. 10. Seront complétement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats :

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, dans les conditions déterminées par le second paragraphe de l'article précédent justifieront avoir acquitté déjà ces droits ;

3. Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, l'opération de les transborder, pour cause d'innavigabilité du bâtiment, sur un autre navire, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il demeure entendu que les stipulations de cet article ne regar-

dent pas les droits sanitaires, dont la perception continuera à être exclusivement réglée d'après les législations respectives.

Art. 11. Tout navire de l'une des deux Puissances, qui sera forcé par le mauvais temps ou par un accident de mer de se réfugier dans un port de l'autre Puissance, aura la liberté de se radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui seraient acquittés, en pareille circonstance, par un bâtiment sous pavillon national.

En cas de naufrage ou d'échouement, le navire ou ses débris, les papiers de bord et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de la vente, si elle a eu lieu, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents sur leur réclamation.

L'intervention des autorités locales dans le sauvetage ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune espèce, hors ceux que nécessiteraient les opérations de sauvetage et la conservation des objets sauvés, ainsi que ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises et effets sauvés ne seront sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 12. Il est fait exception aux stipulations du présent traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 13. Les marchandises de toute nature, produits de l'industrie ou du sol de l'un des deux Etats qui peuvent ou pourront être légalement importées dans l'autre, ou en être exportées, soit par terre, soit par eau, ne seront assujetties à aucun droit d'entrée ou de sortie, autre que ceux qu'auront à payer les produits similaires de toute autre nation étrangère la plus favorisée.

Le Gouvernement roumain s'engage à diminuer les droits d'entrée qui, suivant le tarif arrêté à Vienne par la Commission mixte, conformément à l'art. 9 de la convention conclue entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie le 22 juin 1875, frappent actuellement les produits suivants, c'est à-dire :

1. N. 62. Riz, de fr. 3 15 les 100 kil. à fr. 2 50;

2. Les objets en verre coloré, en forme de fausses perles, faux corails et faux jais, articles appelés en roumain *margelle* (margelle colorate et margelle negre). Ces objets, ajoutés au tarif sous le N. 506*bis*, payeront le droit de 38 fr. p. 100 kil.

Art. 14. En tout ce qui concerne les droits de douane, à l'entrée et à la sortie, par les frontières de terre ou de mer, droit d'importation, d'exportation et autres, les deux Hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun abaissement de taxe, privilége, faveur ou immunité quelconque aux sujets et aux produits d'un autre Etat, qui ne soit aussi et à l'instant, étendu sans condition, aux nationaux et aux produits respectifs des deux pays; la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que, pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation, le transit, l'entrepôt, la réexportation, les droits locaux, le courtage, les tarifs et les formalités de douane, de même que pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce et de l'industrie, les italiens en Roumanie et les roumains en Italie jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 15. Aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation ne pourra être établie par l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre qui ne soit en même temps applicable à toutes les autres nations étrangères, excepté, toutefois, les prohibitions ou restrictions temporaires que l'un ou l'autre Gouvernement jugerait nécessaire d'établir en ce qui concerne les munitions de guerre ou pour des motifs sanitaires.

Art. 16. Ni les navires italiens, ni les marchandises se trouvant à bord de ces navires, n'auront à acquitter dans les ports de la rive roumaine du Danube aucun droit spécial, si ce n'est les taxes actuellement en vigueur dans ces ports et établies dans le seul but d'y améliorer le stationnement des navires et favoriser l'exécution de certains travaux publics destinés à faciliter le chargement et le déchargement des marchandises.

Sous le rapport de ces taxes, du droit de quaiage, ainsi que sous tous les autres, les navires et les marchandises italiens seront assimilés dans les ports roumains aux navires et marchandises de la nation la plus favorisée.

Art. 17. Toute reproduction, dans l'un des deux Etats, des marques de fabrique et de commerce apposées dans l'autre sur certaines marchandises, pour constater leur origine et leur qualité, de même que toute mise en vente ou en circulation de produits revêtus de marque de fabrique ou de commerce italiennes ou roumaines, contrefaites en tout pays étranger, seront sévèrement interdites sur le territoire des deux Etats et passibles des peines édictées par les lois du pays.

Les opérations illicites mentionnées au présent article pourront donner lieu, devant les Tribunaux et selon les lois du pays où elles auront été constatées, à une action en dommage et intérêts valablement exercée par la partie lésée envers ceux qui s'en seront rendus coupables.

Les nationaux de l'un des deux Etats qui voudront s'assurer, dans l'autre, la propriété de leurs marques de fabrique ou de commerce, seront tenus de les déposer exclusivement, savoir: les marques d'origine roumaine à une des Préfectures du Royaume, et les marques d'origine italienne à Bucharest, au greffe du Tribunal de commerce.

En cas de doute ou de contestation, il est entendu que les marques de fabrique ou de commerce auxquelles s'applique le présent article sont celles qui, dans chacun des deux Etats, sont légitimement acquises, conformément à la législation de leur pays, aux industriels et négociants qui en usent.

Le Gouvernement de Son Altesse le Prince de Roumanie se proposant de faire prochainement sanctionner par les Chambres Roumaines une loi sur les marques de fabrique et de commerce, le présent article ne deviendra applicable qu'après que la loi en question, conformément aux dispositions généralement admises en cette matière, aura été mise en vigueur.

Art. 18. Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des Consuls généraux, Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires dans les ports, villes et localités du territoire de l'autre Partie, où il sera permis d'en établir à une autre Puissance quelconque.

Ces fonctionnaires seront réciproquement admis et reconnus en présentant leurs provisions selon les règles et formalités établies dans les pays respectifs, et y jouiront de tous les pouvoirs, prérogatives, immunités et priviléges qui sont ou seront accordés aux Agents de la même classe de la nation la plus favorisée.

Art. 19. La présente convention restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Les dispositions qui précèdent seront exécutoires dans les deux Etats un mois après l'échange des ratifications.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'introduire plus tard et d'un commun accord dans cette convention les modifications qui seraient jugées conformes à son esprit et à ses principes et dont l'opportunité serait démontrée par l'expérience.

Art. 20. **La** présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome, aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 23 mars mil huit cent soixant dix huit.

DEPRETIS. (*L. S.*) — OBÉDÉNARE. (*L. S.*)

Il Num. **66** (*Serie 3ª*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduta la legge 13 novembre 1859;

Veduta la legge 31 luglio 1862, n. 719;

Veduto il ruolo organico della R. Scuola superiore di medicina veterinaria di Milano, approvato col R. decreto 26 febbraio 1871, n. 161 (Serie 2ª);

Veduto il decreto Reale 19 ottobre 1877, n. 4158 (Serie 2ª), col quale s'istituirono diversi uffici presso le Scuole superiori di medicina veterinaria di Torino, Milano e Napoli;

Veduto lo stanziamento nel bilancio passivo del Ministero della Pubblica Istruzione;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. L'articolo secondo del R. decreto 19 ottobre 1877, n. 4158 (Serie 2ª), è modificato come segue:

« L'assegno di lire cinquecento stabilito pel direttore dell'orto botanico sarà devoluto al direttore del laboratorio anatomico, essendosi divisa la cattedra di anatomia e fisiologia nella R. Scuola superiore di medicina veterinaria di Milano. »

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 13 febbraio 1881.

UMBERTO.

BACCELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: T. VILLA.

Il Num. **XLVIII** (*Serie 3ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto il testamento olografo 4 settembre 1877, col quale il marchese Francesco Saverio D'Andrea istituiva, tra gli altri suoi eredi, la R. Università di Napoli per un'ottava parte del patrimonio di lui;

Veduta la domanda del rettore dell'Università di Napoli intesa ad ottenere l'autorizzazione ad accettare l'eredità nello interesse della pubblica istruzione;

Vedute le disposizioni della legge 5 giugno 1850 e quelle del R. decreto 26 giugno 1864;

Veduti i documenti;

Considerando che il patrimonio accertato del defunto marchese D'Andrea ammonta alla complessiva somma di 658,620 lire, e che la quota ereditaria dovuta alla R. Università, in atti è indicata in lire 82,327 61;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

La R. Università di Napoli è autorizzata ad accettare la quota ereditaria disposta a favore della medesima dal marchese Francesco Saverio D'Andrea con testamento 4 settembre 1877.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 13 febbraio 1881.

UMBERTO.

BACCELLI.

Visto, *il Guardasigilli*: T. VILLA.

Il Num. **LXIII** (*Serie 3ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Vista la domanda del sindaco del comune di Murano per la erezione in Ente morale dell'Istituto per le fanciulle povere pericolanti, fondato con testamento del 26 marzo 1855 dalla fu Benedetta Dal Mistro, affidandone l'amministrazione alla propria sorella Giuditta Dal Mistro vedova Basso, la quale la cedeva al comune di Murano e per esso alla locale Congregazione di Carità, in forza della convenzione stipulata fra le parti con atto pubblico del 3 maggio 1871;

Vista la deliberazione del Consiglio comunale di Murano in data 30 aprile 1877;

Visto il voto favorevole della Deputazione provinciale di Venezia;

Vista la legge del 3 agosto 1862 sulle Opere pie e quella del 5 giugno 1850 sulla capacità ad acquistare dei Corpi morali;

Sentito l'avviso del Consiglio di Stato,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. L'Istituto per le fanciulle povere pericolanti fondato nel comune di Murano dalla fu Benedetta Dal Mistro, col suo testamento del 26 marzo 1855, è eretto in Ente morale.

Art. 2. Il detto Istituto sarà amministrato dalla locale Congregazione di carità;

Art. 3. La Congregazione stessa è autorizzata ad accettare il lascito all'uopo disposto dalla benefica testatrice.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 13 febbraio 1881.

UMBERTO.

DEPRETIS.

Visto, *il Guardasigilli*: T. VILLA.

MINISTERO DELL'INTERNO

STATISTICA dei reati più gravi verificatisi nelle provincie del Regno durante il mese di febbraio 1881 confrontata con quella dei reati più gravi verificatisi nel mese di febbraio 1880.

	OMICIDI		GRASSAZIONI	ESTORSIONI violente e rapine	FURTI	
	Consumati	Mancati			Qualificati	Semplici e campestri
Mese di febbraio 1880	162	111	251	45	6296	3203
Mese di febbraio 1881	109	80	128	44	3720	1953

Come appare da detta statistica, si ebbe nel mese di febbraio 1881, in confronto al mese di febbraio dell'anno precedente, una diminuzione di 53 omicidi consumati, di 31 omicidi mancati, di 123 grassazioni, di 1 fra estorsioni e rapine, di 2576 furti qualificati, di 1250 furti semplici e campestri.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE

Resoconto sommario *delle operazioni delle casse postali di risparmio a tutto il mese di febbraio* 1881.

	Numero degli uffizi autorizzati ad operare come succursali della Cassa centrale	QUANTITÀ DELLE OPERAZIONI			MOVIMENTO DEI LIBRETTI		
		Numero dei depositi	Numero dei rimborsi	Numero complessivo	Numero dei libretti emessi	Numero dei libretti estinti	Numero dei libretti rimasti in corso
Mese di febbraio 1881	11	61369	25358	86727	13969	655	13314
Mesi precedenti dell'anno in corso. . . .	14	77568	25890	103458	17476	779	16697
Anni 1876, 1877, 1878, 1879 e 1880. . .	3313	1551885	617625	2169510	372852	33080	339772
Somme totali.	3338	1690822	668873	2359695	404297	34514	369783

	MOVIMENTO DEI FONDI				
	Importo dei depositi	Interessi capitalizzati	Somma complessiva dei depositi e degli interessi	Importo dei rimborsi	Residuo del credito dei depositanti
Mese di febbraio 1881.	5,453,393 68	»	5,453,393 68	3,439,297 38	2,014,096 30
Mesi precedenti dell'anno in corso. . . .	8,251,640 71	»	8,251,640 71	4,181,715 99	4,069,924 72
Anni 1876, 1877, 1878, 1879 e 1880 . . .	114,340,038 26	1,031,756 70	115,371,794 96	70,354,234 13	45,017,560 83
Somme totali	128,045,072 65	1,031,756 70	129,076,829 35	77,975,247 50	51,101,581 85

Roma, addì 2 aprile 1881.

Visto — *Il Direttore Generale*
A. Capecelatro.

Il Capo della Divisione
L. Saporiti.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: n. 232149 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale (corrispondente al n. 49209 della soppressa Direzione di Napoli), per lire 130, al nome di *Fenezia* Leopoldo, domiciliato in Napoli, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Finizia* Leopoldo, domiciliato a Napoli, vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, li 21 marzo 1881.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 per cento, cioè: n. 584515 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 80, al nome di Senzio Luigi, *Giuseppe*, Rosina, Gennaro, Amalia e Sofia di Francesco, minori, sotto l'amministrazione del padre, domiciliato in Napoli; consolidato 3 per cento, num. 28605 d'iscrizione della Direzione Generale, per lire 3, a favore dei suddetti minori, sono state così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a Senzio Luigi, *Giuseppa*, Rosina, Gennaro, Amalia e Sofia di Francesco, minori, sotto l'amministrazione del padre, domiciliato in Napoli, veri proprietari delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, li 21 marzo 1881.

Per il Direttore Generale: FERRERO.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Il *Mémorial Diplomatique* si dice in grado di affermare in modo positivo che gli ambasciatori delle sei grandi potenze a Costantinopoli hanno firmato un protocollo nel quale prendono atto della proposta della Turchia di cedere alla Grecia la Tessaglia ed una piccola parte dell'Epiro. I gabinetti si incaricano di raccomandare questa proposta, a titolo definitivo, all'accettazione del governo ellenico. Incombe al gabinetto inglese la cura di compilare in questo senso una nota collettiva che sarà presentata ad Atene. Più tardi, quando il gabinetto d'Atene avrà accettata l'offerta della Porta, sarà necessario di istituire una Commissione tecnica la quale si recherà sopra i luoghi per ultimare l'opera della delimitazione.

Resterà poi di sistemare un'ultima ed importante faccenda. Si tratterà con un accordo formale colla Sublime Porta di assicurare alle popolazioni greche che rimarranno suddite del sultano una buona amministrazione e tutte le riforme di cui dovranno godere secondo lo spirito del trattato di Berlino del 1878.

Secondo telegrammi che giungono da Atene la nuova frontiera fissata dagli ambasciatori sulla ultima proposta turca parte da Kara Derven sull'Egeo senza toccare le vette dell'Olimpo, passa tra Tirnova ed Elassona, tocca i monti Aspri Vissia, Zamburnia e Cassia, tagliando il Vurgaris presso Vlakojanni. In Epiro segue il thalweg dell'Aractos. Sopra Arta varca il fiume ed i monti Kelberini, scende pel Luro e giunge al litorale jonio presso la baja di Gomaros e di Nicopolis. I forti di Prevesa sarebbero smantellati. Il promontorio d'Azio fa parte della cessione.

Il ministro della marina di Grecia ha incaricato il capitano di porto del Pireo di invitare i marinai della marina mercantile ad iscriversi come volontari nella marina regia, la quale, oltre l'effettivo di 3000 uomini fissato per l'anno corrente, ha bisogno di altri 2000 marinai.

Il *Golos di Pietroburgo* dedica un suo articolo alle relazioni tra la Russia e l'Inghilterra.

« L'avvenimento al trono dell'imperatore Alessandro III, scrive il *Golos*, è stato segnalato nella politica estera da un fatto importante che ha destato l'attenzione di tutta l'Europa. La questione dell'Asia centrale, che da lungo tempo era un ostacolo al mantenimento di buoni rapporti tra la Russia e l'Inghilterra, è stata risolta in modo soddisfacente per i due Stati. Non appena ebbe notizia dell'esaltazione al trono dell'imperatore Alessandro III, il *Times* si è affrettato a tracciare la linea di condotta che il governo inglese dovrebbe seguire nell'Afghanistan per guadagnarsi la fiducia e l'amicizia della Russia. Gli stessi voti erano quelli di tutti i russi benpensanti, e oggidì nessuno in Inghilterra dubita più dei nostri sentimenti.

« Un fatto altrettanto significante è la dichiarazione fatta da sir C. Dilke alla Camera dei comuni, che cioè il primo atto di Alessandro III è stato quello di richiamare il generale Skobeleff. Per parte nostra noi annettiamo un' importanza speciale al riavvicinamento dell'Inghilterra e della Russia, le quali non avrebbero dovuto mai separarsi. Questo riavvicinamento ha per noi una grande importanza politica, non solo dal punto di vista della nostra politica estera, ma altresì ed in modo particolare per rapporto alla nostra politica interna. L'amicizia reciproca e sincera tra i due paesi ci sarà di un grande soccorso per molte delle nostre questioni d'ordine interno. »

I documenti diplomatici, dei quali abbiamo fatto cenno ieri, relativi agli affari dell'Asia centrale, vennero distribuiti sabato al Parlamento inglese.

Questo *Blue Book* contiene, fra altri documenti, un dispaccio diretto l'8 marzo 1881 a lord Granville dall'ambasciatore inglese a Pietroburgo, lord Dufferin. In tale dispaccio è riferita una conversazione di quest'ultimo col signor De Giers, il supplente del principe Gortchakoff, da cui apparisce che a quella data la Russia pensava ancora seriamente a profittare del successo del generale Skobeleff, per marciare sopra Merv.

È noto, dice il *Temps*, da cui togliamo queste informa-

zioni, come un tale fatto avrebbe grandemente compromesso l'accordo cordiale fra la Russia e l'Inghilterra. Il signor De Giers si doleva che due sudditi russi fossero stati massacrati da turcomanni, e che gli intrighi di ufficiali inglesi nel Turkestan avessero complicato la situazione in quel paese. Per cui egli soggiungeva che il governo russo avrebbe dovuto pensare alla condotta da seguire.

A queste dichiarazioni inquietanti lord Dufferin rispose rammentando che il signor De Giers, il generale Milutine e l'imperatore medesimo gli avevano dato assicurazioni formali che Merv non sarebbe stata attaccata; egli chiese in conseguenza se la Russia oblierebbe queste promesse, e reclamò sopra questo punto una risposta precisa ed esplicita.

Due giorni dopo questa conversazione lord Dufferin seppe dal generale Chanzy che i consigli di prudenza avevano avuto il sopravvento nel gabinetto russo, e che l'imperatore Alessandro II aveva definitivamente risoluto di contrordinare ogni ulteriore operazione nell'Asia centrale. Istruzioni in questo senso vennero mandate al generale Skobeleff.

L'indomani lord Dufferin ebbe un nuovo convegno col signor De Giers, che si dichiarò autorizzato dall'imperatore a dichiarare che non si trattava affatto di marciare sopra Merv. Il signor De Giers chiese soltanto che il gabinetto di Londra proibisse agli ufficiali inglesi di eccitare le popolazioni del Turkestan contro la Russia.

L'ultimo dispaccio del Libro è di lord Dufferin a lord Granville, ed annunzia il richiamo del generale Skobeleff e l'invio in di lui luogo del generale Rorberg, con istruzioni precise di adoperarsi in ogni guisa per la pacificazione del paese.

Il Reichstag tedesco ha cominciato venerdì la prima lettura del progetto di legge relativo alle assicurazioni operaie obbligatorie.

Questo progetto dispone che tutti gli operai ed impiegati delle miniere, saline, cave di marmi, cantieri, costruzioni, fabbriche, officine, ecc., ed i cui salari e stipendi annui non oltrepassano 2000 marchi, sieno assicurati contro gli accidenti derivanti dall'esercizio per mezzo di una istituzione da fondarsi dall'impero e da amministrarsi a sue spese.

Ai sopraddetti stabilimenti saranno da parificare tutti quegli altri che impiegano caldaie a vapore o motori posti in movimento da una forza elementare, come l'acqua, il vapore, il gas, l'aria calda, ecc., sia in modo permanente, sia temporaneo, ad eccezione tuttavia delle imprese di navigazione e degli esercizi ferroviari.

Il signor Bamberger, nazionale liberale, riconobbe che delle misure legislative sono necessarie; ma egli mosse al progetto del governo il rimprovero di avere un carattere talmente socialista da far onore a Bebel, se Bebel lo avesse presentato. Il signor Bamberger chiese il rinvio del progetto ad una Commissione incaricata di emendarlo essenzialmente.

I signori de Marschall ed Hertling, a nome dei conservatori, difesero il progetto e risposero essere esso la prima misura positiva capace di combattere efficacemente il socialismo, accordando agli operai una protezione che loro era stata finora negata.

Il signor Winterer, deputato ultramontano alsaziano, ammise il principio della assicurazione degli operai contro gli accidenti; ma non ammise che questa assicurazione sia concentrata nelle mani dello Stato. Se lo Stato si occuperà, nel senso indicato nel progetto, degli operai delle officine, gli agricoltori e gli altri operai gli chiederanno parimenti di occuparsi dei loro invalidi, e da ogni parte si solleveranno pretese alle quali lo Stato non potrà corrispondere. Si lasci agli operai ed ai padroni la cura di regolare fra loro questa materia delle assicurazioni. L'esempio dell'Alsazia-Lorena dimostra che là dove operai e padroni riescono ad intendersi si forma una situazione tollerabilissima, e che è provveduto agli operai invalidi. L'oratore chiese all'Assemblea di uniformare le sue deliberazioni all'esempio dell'Alsazia-Lorena.

Il principe di Bismarck dichiarò che, a malgrado di alcune serie difficoltà, egli non riguardava come impossibile di estendere l'azione della legge in discussione anche alle professioni agricole. Che se per opposizione alla idea fondamentale del progetto si chiede la revisione della legge relativa alla estensione dei casi di imprigionamento, si dovrebbe almeno indicare in qual modo sarebbe da procedere. Il progetto in discussione, secondo il principe di Bismarck, non ha affatto un carattere socialista, ma è una semplice rivendicazione del cristianesimo pratico. Non bisogna giudicare il progetto da un punto di veduta partigiano, secondo la parola d'ordine " abbasso il principe di Bismarck. „ Così facendo si troverebbe che il progetto medesimo non favorisce per nulla la grande industria.

Fu già annunziato per telegrafo che il colonnello Flatters, incaricato della missione di studiare la ferrovia transsahariana, è perito insieme a trenta compagni.

Un dispaccio ufficiale ha annunziato al governo francese questo triste fatto, circa il quale l'*Agenzia Havas* fornisce i seguenti particolari:

" Quattro indigeni della casa Flatters sono giunti il 28 marzo ad Ouargla, morenti di fame e di fatica, e portando la notizia dell'annientamento quasi completo della missione.

" Secondo il racconto di queste persone, la missione è stata sorpresa a quattro giornate da Hairer a mezzodì d'Assimu. Il colonnello Flatters e tutti i membri della missione sono stati uccisi. Dianous ed il sottufficiale Pobéguin, accompagnati da 63 uomini, erano fuggiti e battevano in ritirata quando furono raggiunti dai Touaregs Hoggar, che affermarono loro di non avere preso parte al massacro. I francesi prestarono fede alle loro proteste d'amicizia ed accettarono dei datteri. Questi datteri erano avvelenati. Dianous e 28 uomini perirono di veleno.

" Il maresciallo d'alloggio Pobéquin ha continuato a battere in ritirata con trenta uomini; ma circondato a quattro giornate a mezzodì di Messeguem, egli spedì i quattro indigeni che sono giunti ad Ouargla ad implorare soccorso.

" Il Khalifat d'Ouargla è partito con 400 *meharis.* Istruzioni precise gli sono state spedite dal comandante di Laghouat, che è attualmente in via pel Mzab.

" Nulla è stato negletto per salvare il resto della missione, ma vi è poca speranza, poichè i trenta sopravvissuti sono circondati e non debbono avere che pochi viveri e munizioni.

" Ecco i nomi degli ufficiali e degli scienziati di cui si componeva la missione Flatters: il colonnello Flatters, coman-

dante; il capitano Masson, comandante in seconda; Beringer, ingegnere dei lavori di Stato; Santin, ingegnere civile; Roche, ingegnere delle miniere; Guiard, medico di 1ª classe; Dianous, luogotenente del 14° di linea.

" La missione era accompagnata da una diecina di soldati francesi e da 83 indigeni, scelti per la maggior parte fra i *turcos* e gli *spahis.* „

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

Palermo, 4. — Oggi, per festeggiare l'anniversario del 4 aprile 1860, riunironsi sulla piazza del Municipio una cinquantina di Associazioni politiche e operaie con bandiere e musiche.

Alle ore 9 1/2, al suono degli inni Reale e di Garibaldi, si recarono nella piazza della Rivoluzione a deporre corone sulla lapide commemorativa dei fucilati del 28 gennaio 1850.

Indi le Associazioni mossero per la chiesa della Gancia, dove suonò la storica campana, ed altre corone furono deposte sulla lapide dei caduti del 4 aprile.

Nella chiesa l'avvocato Messineo lesse un discorso, che fu spesse volte interrotto da applausi, nel quale ricordò i fatti della memoranda giornata, e terminò dicendo: « Oggi è libero il pensiero, è libera la parola, siamo padroni di noi, delle nostre famiglie, delle nostre sostanze; oggi, cittadini liberi in libera terra, garantiti dal Patto fondamentale e dalla lealtà del Principe, mandiamo un vivo saluto agli eroi dall'alba avventurata del 4 aprile, e sciogliamo un cantico alla libertà e all'unificazione d'Italia. Viva la libertà! »

La dimostrazione poscia recossi a deporre corone sul monumento di Francesco Riso, nello *square* Garibaldi, sulla lapide delle 13 vittime e sul monumento di Ruggero Settimo.

Più tardi al Politeama si farà dalla Giunta municipale la distribuzione delle medaglie ai superstiti che pugnarono il 4 aprile.

La città è festante. Dappertutto bandiere.

Dublino, 4. — Nella contea di Sligo ebbe luogo una zuffa fra gli abitanti e gli agenti di polizia. Vi furono 3 morti e 32 feriti.

Un'altra sommossa avvenne a Roscommon. Due affittaiuoli rimasero uccisi.

Costantinopoli, 4. — La città di Scio è per tre quarti distrutta.

La città di Tchesme, posta sul continente in faccia a Scio, ha pure molto sofferto dal terremoto.

Parigi, 4. — Nessun nuovo fatto è segnalato dalla frontiera tunisina, dopo gli ultimi incidenti indicati dai dispacci di Algeri.

Il Governo oggi o domani darà alla Camera spiegazioni sugli affari di Tunisi, ma non è probabile che la discussione sia trattata a fondo prima della pubblicazione del Libro Giallo riguardante Tunisi.

Si ha da Tunisi:

L'arrivo a Bengasi della missione italiana del capitano Camperio e i recenti scandagli del capitano italiano Bottiglia nel porto di Bengasi fanno presumere che gli italiani pensino seriamente a stabilirsi nella Cirenaica.

Palermo, 4. — La festa per la distribuzione della medaglia commemorativa ai superstiti e componenti il Comitato rivoluzionario del 4 aprile 1860 riuscì imponente e commovente.

V'intervennero il prefetto e le autorità. Il Politeama era gremito.

Il sindaco, senatore Turrisi, lesse un discorso che fu assai applaudito. Egli conchiuse: « Adempiendo oggi al dovere che il Consiglio civico di questa città impose alla sua rappresentanza nel 1860 di onorare con una medaglia commemorativa i superstiti del 4 aprile, v'invito a chiudere questa festa cittadina coll'unanime grido (che preghiamo il prefetto di trasmettere) di *Viva Umberto I Re d'Italia, Viva la Dinastia di Savoia,* che è sicura garanzia per l'Italia della unità, della libertà e del progresso, il quale deve assicurare un miglior vivere civile a tutte le classi sociali. » (*Applausi prolungati*).

Indi il sindaco lesse la seguente lettera del generale Garibaldi al patriota Salvatore Cappello: « Dite ai prodi nostri fratelli del 4 aprile che io vado superbo di contar tra loro. Un saluto a Palermo. » (*Evviva Garibaldi!*)

Dopo la distribuzione delle medaglie, a nome dei superstiti del 4 aprile, fu presentata al sindaco una medaglia d'oro.

La festa si chiuse col suono dell'inno Reale e con evviva all'Italia.

Ravenna, 4. — Il malfattore Casadio, arrestato ieri, si è strangolato in carcere con una cordicella che serviva di cintura ai calzoni.

Bucarest, 4. — *Seduta del Senato.* — Boeresco annunzia che il re ha ricevuto oggi le felicitazioni del governo francese in occasione della proclamazione del Regno di Rumenia.

Belgrado, 4. — È stato presentato il bilancio. Le entrate ascendono a circa 25 milioni e le spese a 24,766,745, compresa la annualità per le ferrovie.

Berlino, 4. — Il Reichstag adottò ad unanimità meno 3 voti le proposta di Windthorst contro i regicidi.

I socialisti si astennero.

Windthorst dichiarò che la proposta deve soltanto servire di base ad un accordo fra i governi, non per restringere diritto di asilo, ma semplicemente per non proteggere i tentativi e gli assassinii. Egli soggiunse che questo voto sarà tanto più importante inquantochè esso non viene da alto luogo, ma da un rappresentante del popolo tedesco.

Calcutta, 4. — Proveniente da Napoli è giunto il vapore *Bengala* della Società Rubattino.

CONVITTO NAZIONALE MARCO FOSCARINI

Avviso di concorso.

In seguito a superiore autorizzazione è aperto il concorso a due premi per istudi di perfezionamento, uno all'estero, di lire 3000, ed uno all'interno, di lire 1200, pel prossimo anno scolastico 1881-1882.

A codesti premi possono aspirare gli studenti che adempiono alle seguenti condizioni:

1. Avere appartenuto al Convitto Nazionale M. Foscarini;

2. Aver conseguito la laurea dottorale in qualsiasi Facoltà da non oltre quattro anni;

3. Presentare gli attestati delle classificazioni ottenute negli esami universitari;

4. Produrre un proprio lavoro, o stampato, o manoscritto, sulla materia nella quale intendono perfezionarsi, o su materia affine;

5. Provare, con certificati di professori abilitati al pubblico insegnamento, di conoscere a sufficienza la lingua del paese dove intendono recarsi, quando si tratti del posto di perfezionamento all'estero.

Le istanze regolarmente documentate dovranno presentarsi a quest'ufficio non più tardi del giorno 15 luglio p. v.

Il giudizio sul valore dei titoli de'concorrenti sarà fatto dal Consiglio Superiore di Pubblica Istruzione nei modi seguiti pel concorso de'posti governativi di studio.

Si avverte che i premi suddetti saranno conferiti per la durata dell'intero anno scolastico, e si pagheranno in quattro rate trimestrali anticipate, in seguito alla comprovata inscrizione al corso di perfezionamento per la 1ª rata, ed alle regolari attestazioni di frequenza o di profitto per le altre.

Venezia, addì 14 marzo 1881.

Il Rettore: M. MOSCA.

NOTIZIE DIVERSE

Regia Marina. — Con la data dell'11 corrente entreranno in armamento completo a Spezia, per far parte della squadra permanente, il R. ariete *Affondatore* al comando del capitano di vascello De Liquori cav. Cesare, e la R. corazzata *Castelfidardo* al comando del capitano di vascello Veltri cav. Francesco.

Con la data medesima entrerà in armamento completo a Venezia il R. piroscafo *Mestre* al comando del tenente di vascello signor Fowls Costanzo, per recarsi a Costantinopoli e sostituire in quella stazione il R. piroscafo *Baleno*.

Sinistri marittimi. — Dalla Direzione dell'ufficio *Veritas* di Parigi venne pubblicata la seguente statistica dei sinistri marittimi che furono segnalati nel decorso mese di febbraio 1881:

Le navi *a vela* segnalate perdute, comprese 13 di cui non si ebbero più notizie furono 105, vale a dire: 52 inglesi, 17 francesi, 6 tedesche, 6 austriache, 6 italiane, 5 americane, 4 olandesi, 3 norvegiane, 2 russe, 2 svedesi, una greca ed una portoghese.

Le navi *a vapore* segnalate perdute, comprese 2 di cui non si ebbero più notizie furono 15, cioè: 10 inglesi, una americana, una spagnuola, una olandese, una russa ed una svedese.

Nuovo sistema di telegrafia elettro-autografica. — Leggesi nel *Journal des Débats* del 31 marzo che i giornali di Saône-et-Loire annunziano che un impiegato telegrafico di Mâcon ha testè scoperto un sistema di telegrafia elettro-autografica, mediante il quale si potrebbe riprodurre la scrittura, i disegni e le note musicali nella stessa dimensione, nonchè ridotta od amplificata a piacimento, in modo rapidissimo.

La Commissione di perfezionamento istituita presso il ministero dei lavori pubblici ha deliberato che alla prossima Esposizione di elettricità venga esperimentato questo nuovo sistema.

Una ferrovia nel Giappone. — Il *Giornale dei lavori pubblici e delle strade ferrate* annunzia che la prima sezione dei 37 chilometri di ferrovia dell'isola di Yeso, al Giappone, la di cui costruzione è stata cominciata or fa un anno, è stata aperta allo esercizio.

La linea parte dal porto di Otarundi sulla costa ovest, traversa Sapparo, la capitale, e va fino alle miniere di carbon fossile di Parona. La spesa è stata di 64,640 franchi per chilometro, compresovi il materiale mobile, le macchine e le officine di riparazione. Questa nuova linea si è costruita sotto la direzione di un ingegnere americano.

Decessi. — J. P. Knight, valente pittore ritrattista, che da venticinque anni in qua era segretario dell'Accademia Reale di Londra, è morto in quella metropoli in età di 78 anni.

— A Parigi è morto il signor De la Roche-Poncée, ingegnere idrografico in capo, membro dell'ufficio delle longitudini e commendatore della Legione d'Onore.

— Enrico Lacoste-Brunner, valente pittore di paesaggio e di fiori, morì a Parigi in età di 44 anni.

— Nella grave età di 82 anni è morto a Gand il commendatore Verganwen-Goethals, che fu già membro del Congresso nazionale e poscia senatore del circondario.

SCIENZE, LETTERE ED ARTI

L'ALIMENTAZIONE IN ITALIA

Il dottor Enrico Ruseri, uno dei più colti e dei più distinti impiegati presso la Direzione generale della statistica, in un suo pregevolissimo riassunto dei materiali per l'etnologia italiana, già raccolti per cura della Società nazionale di antropologia, dedica due capitoli per trattare degli alimenti e delle bevande che prevalgono nell'alimentazione dei poveri e dei ricchi in Italia. Le notizie che in questi due capitoli sono raccolte non vanno per noi senza grande interesse. Del benessere maggiore o minore di un popolo si giudica dal modo con cui esso si nutrisce. " La buona qualità e l'abbondanza degli alimenti — per dirla colle stesse parole dell'autore — è uno dei fattori più importanti del benessere pubblico, e lo studio dell'alimentazione, *la questione del pane*, come sotto un altro punto di vista la si suol chiamare, va, nello stato presente di cose, acquistando un'importanza sempre maggiore, e converrà occuparsene seriamente, se si vorranno proporzionare i rimedi ai bisogni reali. „

E ciò è tanto più necessario in Italia dove i contrasti appariscono grandissimi. Le nostre popolazioni agricole si trovano per la più gran parte in condizioni miserande. " Nelle vicinanze della ricca, della colta, della benefica Milano — scriveva il senatore Jacini nel 1856 — vivono i più poveri contadini della Lombardia, per molti dei quali anco la polenta è un cibo di lusso. „ Il Villari così descrive l'alimentazione del contadino pugliese: " In campagna essi vivono in un camerone a terreno, dormendo in nicchie scavate nel muro intorno intorno. Hanno senz'altro un sacco di paglia su cui dormono vestiti, anzi non si spogliano mai. Li comanda un massaro che somministra ogni giorno a ciascuno, per conto del padrone, un pane nerastro e schiacciato, del peso di un *chilogrammo*. Questo contadino lavora dall'alba fino al tramonto. Nè altro cibo hanno mai, salvo nel tempo della mietitura, quando si aggiungono da uno a due litri e mezzo di vinello, per metterlo in grado di sostenere le più dure fatiche. „ Non migliore certo è la condizione dei contadini della Basilicata, dove si accolgono a sera nelle città e nei villaggi, e dimorano in luridi tuguri a terreno, o in caverne, con un solo giaciglio sovente, su cui uomini, donne, vecchi e fanciulli dormono alla rinfusa. Le premesse non sono liete, e delineano la condizione delle nostre popolazioni agricole con colori oscuri. Nè dal 1856 ad oggi, per quanto la vita materiale in Italia siasi alquanto avvantaggiata, lo stato dei contadini è molto cambiato. Ecco quali sono le notizie riassunte in proposito dal dottor Ruseri.

L'uso del granturco, generale nelle provincie dell'alta Italia e dell'Italia centrale, diminuisce in Toscana e Roma; si mantiene diffusissimo nelle provincie superiori del Napolitano; costituisce l'alimento principale di un quarto dei comuni nelle Puglie e nelle Calabrie, e scomparisce, si può dire, completamente nella Basilicata e nella Sicilia. Nel Piemonte il granturco si consuma per la maggior parte ridotto a polenta, mentre nella Lombardia e nel Veneto, come nelle provincie napolitane, è estesissimo l'uso del pane. Nella Toscana si cuoce spesso a focaccia. Particolarità che meritano di es-

sere notate, perchè all'uso del pane di maïz, piuttosto che a quello della polenta, si ascrive la causa della pellagra.

La Lombardia, il Veneto, l'Emilia e le Marche sono le regioni dove il povero fa minor uso del pane di frumento. Al contrario, in queste provincie, specie nella Lombardia, nel Veneto e nel Piemonte, ha grandissima diffusione il consumo del riso, che va cessando coll'avanzarsi verso le provincie meridionali. In quanto ai cereali inferiori (l'orzo, il miglio e la segala), essi hanno, anco nell'alimentazione dei poveri, una importanza affatto secondaria. L'orzo vien usato principalmente in Puglia ed in Calabria, la segala in Sicilia ed in Lombardia, specie in provincia di Sondrio. V'hanno poi alcuni comuni delle Marche, degli Abruzzi e della Sardegna per i quali le ghiande, ridotte in focaccia, costituiscono l'alimento principale.

La Liguria, la Sicilia e le provincie napolitane superiori sono le regioni dove il popolo fa maggior uso di paste di farina di frumento. Le patate hanno la massima diffusione nel Napoletano, dove la loro cultura, di recente data, va sempre più estendendosi, e nel Piemonte, dove sono conosciute da lungo tempo. Nel Veneto e nell'Italia centrale esse hanno una importanza affatto secondaria.

La Toscana, Roma e il Piemonte tengono pure il primo posto nel consumo delle castagne, alimento che si può dire sconosciuto nelle provincie meridionali. Finalmente i legumi e le frutta costituiscono per tutte le regioni italiane un genere alimentare di importanza grandissima, tanto più nelle provincie meridionali, dove anco le fave, ridotte in farina, servono alla preparazione di un pane di qualità inferiore.

Dei cibi di natura animale non è quasi a parlarne, perocchè nell'alimentazione dei poveri essi tengono un posto affatto secondario. Nella Lombardia e nel Veneto v'è appena un quarto dei comuni dove il povero faccia qualche uso di carne. Nelle altre regioni i rapporti sono ancora più bassi: se ne contano appena un decimo nelle provincie inferiori del Napolitano.

L'uso dei latticinii fra i poveri primeggia in Lombardia. I salumi poco usati dappertutto sono preferiti specialmente nel Veneto e nel Napoletano. In quanto alle bevande, nelle regioni dov'è più diffusa la consumazione del vino, cioè nelle provincie inferiori del Napoletano, nella Sicilia e nella Sardegna su cento comuni se ne contano 29 in cui le classi povere non ne fanno uso, o almeno si limitano ad usarne nelle grandi solennità dell'anno. Nella Lombardia e nell'Emilia si trovano in questo caso circa una metà dei comuni. Di più nell'Italia settentrionale il popolo non fa uso di vino, ma di vinello. Il consumo del vino fra i poveri comincia dalla Toscana e si diffonde sempre più man mano che si scende alla Sardegna e nella Sicilia. La Lombardia ed il Veneto, dove è meno diffuso il consumo del vino, tengono invece il primo posto pel consumo dei liquori.

In quanto alle sostanze che costituiscono l'alimentazione abituale dei ricchi, sono le stesse che si riscontrano nell'alimentazione dei poveri, solo che variano nel rapporto quantitativo. Così il frumento è di uso universale, mentre il granturco non ha che un'importanza secondaria. La carne è nell'alimentazione dei ricchi elemento principale. Tengono anzi il primo posto nel consumo generale le carni bovine: però, mentre l'uso loro predomina assolutamente nell'Italia settentrionale, nelle provincie napoletane e nella Sicilia cedono il primato alle carni ovine. In quanto all'uso del pesce, esso va aumentando man mano che si scenda verso le provincie meridionali, ed arriva al massimo nell'Italia insulare. Nel consumo dei pollami la diffusione massima spetta al Veneto e all'Italia centrale. I latticini, sebbene abbiano un posto importante nell'alimentazione della classe ricca in tutta Italia, pure sono maggiormente diffusi nella Lombardia e nelle provincie meridionali.

Il vino trovasi dovunque alla mensa degli abbienti. I liquori hanno un consumo limitatissimo, e solo nelle provincie meridionali indicasi una tendenza sempre crescente all'uso dei rosoli. La birra, come bevanda usuale, non è additata che in pochi comuni del Veneto e della Lombardia.

Rispetto poi alla quota individuale annua dei cereali macinati, abbiamo le cifre seguenti:

		Cereali inf.	*Frumento*	*Totale*
Piemonte	Kilogr.	21 8	89 2	181
Liguria	"	34	149	183
Lombardia	"	143	62	205
Veneto	"	199	52	251
Emilia	"	105	111	216
Umbria	"	96 1	103 2	199 3
Marche	"	98	96	194
Toscana	"	47	131	178
Roma	"	55 7	136 5	192 2
Abruzzi e Molise	"	92	93	185
Campania	"	67	131	198
Puglie	"	16	152	168
Basilicata	"	38 2	155 5	193 7
Calabria	"	31	90	121
Sicilia	"	—	168	170 2
Sardegna	"	17 6	61 6	79 2
REGNO	"	84 4	107 7	192 1

Giova inoltre riflettere che, oltre questi cereali macinati, l'Italia consuma più di nove milioni di ettolitri di riso, i quali vanno per la maggior parte a favore dell'Italia superiore. Dimodochè la quota individuale delle materie azotate che senza il consumo del riso raggiunge la cifra annua di 30 chilogrammi per le provincie meridionali, e ondeggia fra 25 e 28 per le regioni superiori, ove si aggiunga il consumo del riso resta costante a 30 chilogrammi per tutta l'Italia. Variano solo notevolmente gli elementi nutritivi di ordine secondario.

Il bisogno di materie azotate atte a rinnovare i tessuti è dunque costante per tutta la nostra popolazione. Varia solo il bisogno delle sostanze destinate a produrre colore e lavoro muscolare. Così mentre al siciliano bastano 170 chilogrammi ed al pugliese 168, per supplire agli stessi bisogni ne occorrono al veneto 251, all'emiliano 216 e al lombardo 205, non compreso il consumo del riso.

In conclusione, tenendo conto puramente dei cereali, delle patate e dei legumi, ogni individuo si può procurare giornalmente in Italia 100 grammi di materie azotate, 487 di idrocarbonate e 12 di sali.

Il professore Voit nel suo trattato di biologia calcola la razione giornaliera di un adulto a 118 grammi di materie albuminose, 56 di grassi, 500 di materie idrocarbonate e 30

di sali. A questa stregua, compensando nella generalità il minor consumo alimentare dei bambini, colla perdita di materie azotate che i cereali subiscono per renderli atti all'alimentazione, se ne viene a concludere che i tre gruppi di alimenti considerati non bastano ai bisogni della popolazione. Occorre adunque un di più che dovrebbe essere fornito dalla carne o da alimenti analoghi. Ma dalle notizie che abbiamo già riportate risulta pur troppo che nell'alimentazione dei poveri questo compenso non c'è, od è talmente scarso da riuscire insufficiente.

Notisi inoltre che presso di noi l'alimentazione del povero non è abbastanza variata. E siccome nelle condizioni economiche presenti sarebbe ridicolo raccomandare al contadino di sostituire un piatto di carne alla sua polenta, bisognerebbe indurlo a fare uso migliore di quello che ha. Negli Stati Uniti d'America il consumo del granturco è ancora maggiore che in Italia, senza che gli si rimproverino i grandi danni di cui gli si fa colpa fra noi; ma negli Stati Uniti alla farina di granturco si mescola sempre una parte di farina di frumento. Ed è per ciò che il professore Lumbroso, oltre a consigliare la buona conservazione del granturco, suggeriva di mescolare nel pane di maïz altre farine, e magari aggiungervi dei latticini e dei legumi, onde ottenere così un regime che essendo a buon mercato, non producesse gli inconvenienti lamentati finora.

Questo, ben inteso, rispetto all'alimentazione dei contadini, perocchè l'alimentazione della popolazione urbana corrisponde in Italia abbastanza bene ai precetti della fisiologia. È quindi soltanto al miglioramento delle condizioni della vita materiale dei contadini che dobbiamo rivolgere la nostra attenzione.

In quanto poi al vitto degli operai, il Foussangrives ed il Parsen, parlando dell'alimentazione degli operai italiani, e specie di quelli della Lombardia, rilevavano che l'alimentazione loro era insufficiente e scarsa, deficiente di carne, eccedente negli amilacei. Ma dalle informazioni assunte dai direttori di alcuni stabilimenti importanti (ad esempio: Cini, Rossi, Ricci, Cantoni), risulta che l'alimentazione degli operai italiani è molto più abbondante e sostanziosa di quello che non appaia dalle notizie fornite dagli autori sopra citati. Resta a desiderare, è vero, che nell'alimentazione del nostro operaio entri una maggiore quantità di carne; ma pure si è ben lungi da quell'uniformità ed insufficienza che si riscontra rispetto all'alimentazione dei contadini. Del resto confrontando lo stato attuale con quello di dieci anni addietro, noi troviamo che se i prezzi delle derrate alimentari sono aumentati in media del 35 per cento, i salari sono aumentati in una proporzione anco maggiore, ragion per cui si ha ragione di credere che tanto rapporto alla qualità dei cibi, come per tutte le altre condizioni di benessere materiale, l'operaio si trovi in una via di costante progresso.

Riguardo poi al vitto del soldato italiano esso è abbastanza vario ed abbondante, dimodochè anco per la qualità può stare benissimo al confronto con quello degli altri paesi.

Fra tutti i paesi del mondo gli Stati Uniti di America tengono il primo posto nella cifra individuale delle sostanze alimentari. Mentre quarant'anni sono la carne salata di bue, di maiale e di pesce, la farina di segala e di maïz, le patate e i cavoli formavano quasi esclusivamente il vitto del popolo, ora sono di uso generale le carni, il pesce fresco, il pane bianco, le focacce e le frutta di ogni qualità. Il consumo della carne fra gli operai americani è ancora più grande che fra gli operai inglesi. Nelle *Boarding-houses* si trova sulla mensa dell'operaio tutto quello che può offrire la stagione. Desiderar questo pel nostro operaio nelle condizioni attuali sarebbe troppo; pel nostro contadino sarebbe ridicolo; ma un lento progresso pure c'è. L'onorevole Sella l'altro giorno alla Camera si confortava a rilevare che le cifre della mortalità sono in decrescenza, specie nelle provincie meridionali. Confidiamo che coll'andar degli anni anco le nostre popolazioni agricole vedano le loro condizioni migliorate in modo da sostituire alle primitive dimore, al pane scarso di segala e di granturco, ai cavoli ed alle erbe selvatiche, una casa, delle legna, del vinello, dei buoni cereali e la carne che occorre ai loro bisogni. Sarà un gran passo che avremo fatto nella via della civiltà.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 4 aprile.

Stazioni	Stato del cielo 8 ant.	Stato del mare 8 ant.	Temperatura	
			Massima	Minima
Belluno.......	1[2 coperto	—	12,5	6,6
Domodossola	tutto coperto	—	12,3	8,4
Milano........	3[4 coperto	—	18,8	10,2
Venezia	tutto coperto	calmo	14,7	10,4
Torino........	tutto coperto	—	15,0	9,2
Parma........	3[4 coperto	—	16,8	7,7
Modena.......	nebbioso	—	17,4	9,7
Genova.......	nebbioso	legg. mosso	15,8	12,2
Pesaro........	1[4 coperto	calmo	18,0	10,2
P. Maurizio..	tutto coperto	tranquillo	17,3	12,6
Firenze.......	1[2 coperto	—	18,5	9,0
Urbino........	1[2 coperto	—	16,8	10 0
Ancona........	sereno	calmo	16,8	11,2
Livorno	3[4 coperto	calmo	18,5	11,0
C. di Castello	1[2 coperto	—	19,0	6,2
Camerino	1[4 coperto	—	17,5	10,0
Aquila........	1[2 coperto	—	18,4	8,2
Roma	4[10 coperto	—	22,0	8,7
Foggia........	sereno	—	24,3	11,5
Napoli........	3[4 coperto	tranquillo	23,1	12,9
Potenza	1[2 coperto	—	22,2	7,5
Lecce	1[2 coperto	—	21,4	12,1
Cosenza	caliginoso	—	23,0	12,0
Cagliari	tutto coperto	tranquillo	23,0	14,0
Catanzaro ...	1[2 coperto	—	20,3	12,3
Reggio Cal...	tutto coperto	mosso	20,1	14,5
Palermo......	sereno	tranquillo	25,3	11,2
Caltanissetta	1[2 coperto	—	23,8	11,8
P. Empedocle	1[2 coperto	legg. mosso	—	—
Siracusa......	caliginoso	agitato	17,6	15,1

TELEGRAMMA METEORICO
DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 4 aprile 1881.

Bodo 746 mm. Pressione intorno a 765 sul mare germanico e Germania del N. La depressione della Guascogna estendesi al S.

In Italia il barometro è salito leggermente. Pressione intorno a 755 nell'alta Italia e Sardegna, a 756 altrove.

Pioggie ieri in molte stazioni dell'alta e media Italia, forti però solo nell'estremo N.

Stamane cielo generalmente nuvoloso o caliginoso. Venti deboli meridionali. Temperatura abbassata leggermente al N, poco cambiata altrove.

Mare agitato a Siracusa; mosso lungo le coste joniche.

Probabili venti meridionali e pioggie.

Osservatorio del Collegio Romano — 4 aprile 1881.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m,65.

	8 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	756,4	756,2	755,6	755,6
Termomet. esterno (centigrado)	11,1	20,2	19,6	15,3
Umidità relativa....	90	56	63	84
Umidità assoluta...	8,87	9,96	10,76	10,85
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	ESE. 0	WSW. 15	SW. 20	W. 2
Stato del cielo.......	4. veli nebbioso	8. cumuli	6. cumuli veli	10. coperto

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalla mezzanotte del giorno precedente alla mezzanotte del corrente).

Termometro: Massimo = 20,9 C. = 16,7 R. | Minimo = 8,7 C. = 7,0 R.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA
del dì 5 aprile 1881.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0/0	1° luglio 1881	—	—	91 00	91 55	—	—	—	—	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860/64 .	1° aprile 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	93 10
Prestito Romano, Blount	„	—	—	93 „	92 90	—	—	—	—	—
Detto Rothschild	1° dicembre 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	96 20
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0 ..	1° aprile 1881	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° gennaio 1881	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeressata de' Tabacchi	„	500 „	350 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette 6 0/0	„	500 „	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita Austriaca	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana.	1° gennaio 1881	1000 „	750 „	—	—	—	—	—	—	—
Banca Romana	„	1000 „	1000 „	—	—	—	—	—	—	1115 „
Banca Generale..............	„	500 „	250 „	—	—	662 50	661 50	—	—	—
Banca Nazionale Toscana	„	1000 „	700 „	—	—	—	—	—	—	—
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	„	500 „	400 „	—	—	—	—	—	—	—
Società Immobiliare	1° aprile 1881	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Banco di Roma	1° gennaio 1881	500 „	250 „	—	—	634 50	633 „	—	—	—
Banca Tiberina	„	250 „	125 „	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito .	1° aprile 1881	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	470 „
Fondiaria (Incendi)	1° gennaio 1880	500 oro	100 oro	—	—	—	—	—	—	—
Idem (Vita)	—	250 oro	125 oro	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia.....	1° gennaio 1881	500 „	500 „	—	—	1048 „	1047 „	—	—	—
Obbligazioni detta	„	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Società italiana per condotte d'acqua. .	„	500 oro	150 oro	—	—	574 50	570 50	—	—	—
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas . .	1° luglio 1880	500 „	500 „	—	—	940 „	935 „	—	—	—
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 „	250 „	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Romane..........	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali........	1° gennaio 1881	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	476 „
Obbligazioni dette	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 per cento (oro) ...	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferrovie Sarde nuova emiss. 3 0/0	1° ottobre 1880	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	284 „
Az. Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani	„	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	„	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Società Romana delle Miniere di ferro. .	—	537 50	537 50	—	—	—	—	—	—	—
Gas di Civitavecchia............	—	500 „	500 „	—	—	—	—	—	—	—
Pio Ostiense	—	430 „	430 „	—	—	—	—	—	—	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi..................	90			
Marsiglia................	90	100 55	100 30	—
Lione	90			
Londra	90	25 51	25 46	—
Augusta	90	—	—	—
Vienna	90	—	—	—
Trieste	90	—	—	—
Oro, pezzi da 20 lire........	—	20 39	20 37	—
Sconto di Banca	—	—	—	—

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0[0 (1° semestre 1881) 93 85, 82 1[2, 80, 77 1[2 fine.
Parigi *chèques* 101 50.
Oro 20 38.
Banca Generale 662 fine.
Banco di Roma 634 50, 634 25, 633 fine.
Società Acqua Pia antica Marcia 1047 50 fine.
Società it. per condotte d'acqua 570 50, 71, 72, 73, 74, 74 50 fine.
Anglo-Romana per l'illum. a Gas 935 40 fine.

Per il Sindaco: A. MARCHIONNI.
Il Deputato di Borsa GALLETTI.

DIFFIDAZIONE.

Si rende noto a chiunque per ogni effetto di legge che sotto questo giorno il sottoscritto Saverio Fancelli ha diffidato formalmente la signora Artemisia Sinistri vedova Jeri, anche come madre delle minorenni Albina e Zelinda eredi del fu Bernardino Jeri, per qualunque alienazione e distrazione di beni e crediti potesse fare in pendenza dello stralcio della disciolta Società esistita fra le parti per deposito e vendita di ferro; dappoichè dovendo sicuramente risultare la liquidazione passiva per lo stato del negozio all'epoca della contratta Società, pel deprezzamento eventuale del capitale e per la difficile esigenza di alcuni crediti, i soci devono solidalmente far fronte agli impegni coi propri beni, e se questi fossero alienati dalla vedova senza erogarne il ricavato nella demissione delle passività sociali, nella sua insolvibilità, i debiti stessi farebbero carico esclusivamente al sottoscritto, nel mentre nei rapporti tra soci devono andare divisi.

L'alienazione quindi dovrebbe ritenersi come fatta in frode dei creditori, quante volte non si curasse che il prezzo o correspettivo fosse impiegato nella tacitazione o diminuzione di tali debiti.

Roma, 4 aprile 1881.

1855 SAVERIO FANCELLI.

R. TRIBUNALE DI COMMERCIO di Roma.

Ad istanza dei signori Filippo Lovatti, Adriano Trouvé e Federico Cola, anche come componenti la ditta Impresa Negre e C., che eleggono il loro domicilio in via del Gesù, n. 57, presso l'avv. Antonio Di Rosa, da cui sono rappresentati,

Io Almerico Baldini, usciere presso il suddetto Tribunale, ho citato per la seconda volta, a termini dell'art. 141 Codice procedura civile, il signor Francesco Negre, di ignoti domicilio, residenza e dimora, a comparire innanzi questo Tribunale di commercio nell'udienza del 30 corrente aprile, per ivi sentir decretare che agli istanti si devono 197 azioni della nuova emissione di 5000 azioni dell'Acqua Marcia, dovutegli per diritto come antichi azionisti, e sentire ancora decretare che tali azioni restino in deposito finchè non sarà provveduto sulle cessioni, pignoramenti e sequestri trasmessi da vari creditori a carico degli istanti e del Negre, sui quali però gli istanti si riservano ogni eccezione.

Con sentenza eseguibile provvisoriamente, nonostante appello, colla condanna alle spese tutte.

Roma, 2 aprile 1881.

1868 ALMERICO BALDINI usciere.

AVVISO DI VENDITA.

(1ª pubblicazione)

Nell'udienza del giorno 19 maggio prossimo, avanti il Tribunale di Velletri,

Ad istanza di Ombellina Marini, e a danno di Giovanni e Vincenzo Tersenghi, saranno posti in vendita i seguenti beni:

1. Utile dominio di terreno vignato e pascolivo, con casa, posto nel territorio di Velletri, contrada Case Nuove, della superficie di tavole 16 15, valutato lire 936 50.

2. Diretto dominio di terreno vignato e canneiato, in detto territorio, contrada Casale, della superficie di tavole 13 81, stimato lire 1913 80.

3. Casa, in parte diruta, posta in Velletri, via della Tribuna, civici numeri 22 e 23, consistente in un piano terreno ed un piano superiore, composto il primo, di due vani, ed il secondo di tre, valutata lire 3006 47.

Detti beni saranno messi in vendita per il prezzo ribassato come segue, cioè: il primo per lire 383 60, il secondo per lire 783 92, il terzo per lire 1311 39.

Velletri, 29 marzo 1881.

ENRICO BARATTI proc.

NB. L'attrice Ombellina Marini fu ammessa al gratuito patrocinio con decreto del 30 marzo 1877. 1804

REGIO TRIBUNALE CIVILE di Roma.

Ad istanza degli illustrissimi signori Paolo cav. Luigioni e Vincenzo Mazzetti, domiciliati elettivamente nello studio dell'avv. Pietro Cocchi,

Io sottoscritto, usciere addetto al Regio Tribunale, ho citato per la seconda volta Maddalena Teodora Cecchi ed Augusto Luigi Peconl, di lei marito, domiciliati a Parigi, rue de Pontheu, n. 58, a comparire insieme agli altri citati, Adolfo Cecchi, Francesca Cecchi e Vincenzo D'Antoni, marito, figli ed eredi del fu Luigi F derico Hisinger, già marito di Elena Cecchi, figlia ed erede di Luigi, e come padre dei minori Roberto, Arturo, Giovanni e Augusto, figli ed eredi di detta Elena Palmira Rizzo vedova Cecchi, ed eccellentissima Direzione del Debito Pubblico, innanzi il Tribunale, 2ª sezione, li ventitre maggio 1881 per sentir dichiarare che tanto il certificato dell'annua rendita di lire 5805, portante il n. 52636, rilasciato dal Debito Pubblico pontificio, e quindi concambiato con altro certificato di rendita italiana nella stessa somma col numero 68315, quanto l'altro certificato di rendita pontificia dell'annua somma di lire 215, portante il numero 52637, concambiato per la stessa somma con certificato di rendita italiana n. 68316, nonchè il certificato di assegno provvisorio in lire 1 63 annue, num. 13022, e così per la complessiva rendita di lire 6021 63, spettano al ceto creditorio del fu Giovanni Cecchi, compresi essi istanti, e quindi ordinare al Debito Pubblico lo svincolo e tramutamento di detti certificati, dietro la esibizione dei medesimi, in una o più cartelle di rendita al portatore, e consegnare le cartelle stesse alla Commissione rappresentante il suddetto ceto dei creditori, o a chiunque altro stimerà opportuno l'eccellentissimo Tribunale, con l'obbligo di procedere alla distribuzione del capitale ritraibile da detta vendita in favore dei creditori, respettivamente *pro rata* dei loro crediti, e decretare qualunque altro provvedimento più beneviso all'eccellentissimo Tribunale, e con sentenza da eseguirsi provvisoriamente, nonostante appello o ricorso, e con la condanna di chiunque dei citati ai danni e spese.

Roma, 4 aprile 1881.

1857 ARDENTE GIUSEPPE usciere.

R. TRIBUNALE CIVILE E CORREZ. di Viterbo.

Nota per aumento di sesto.

Il sottoscritto cancelliere fa noto che nell'udienza del giorno 31 marzo p. p. ebbe luogo, avanti il Tribunale suddetto, la vendita dello stabile sottodescritto, espropriato ad istanza del Regio Demanio nazionale ed a carico di Felici Francesco, di Onano:

Descrizione dello stabile.

Tenuta composta di terreni seminativi e bosco ceduo da frutto con casa colonica, posta in quel di Acquapendente, vocabolo Carmelata o Capita, proveniente dalla Mensa Vescovile di Acquapendente, confinante col fosso e strada che lo interseca, col limite territoriale, col Beneficio della Concezione, col Seminario e con Felici Tommaso, della superficie di ettari 82 62, in mappa Falconiera, sez. 2ª, coi nn. 1072 a 1035, 1536, 1537, 1102, 1103, con l'estimo di scudi 1143 25.

Che detto stabile fu deliberato al signor Vincenzo Fainella di Acquapendente per lire 9878.

Che su detto prezzo di delibera è ammesso l'aumento del sesto, e potrà farsi da chiunque purchè abbia adempiuto alle condizioni di cui all'articolo 680 del Codice di procedura civile.

Il termine utile scade col giorno 15 aprile corrente.

Viterbo, addì 2 aprile 1881.

Il cancelliere firmato Bollini.

Per copia conforme ad uso d'inserzione,

Viterbo, 2 aprile 1881.

1838 CARNITI vicecanc.

BANDO.

(2ª pubblicazione)

Nell'udienza del 9 maggio 1881, alle ore 10 antimeridiane, innanzi al Regio Tribunale civile e correzionale di Viterbo, si procederà alla vendita giudiziale dei seguenti fondi in tre separati lotti, espropriati in danno della signora Felice Benedetti, di Canepina, ad istanza di don Giuseppe Seralessandri, di detto luogo.

1° lotto.

Terreno castagnato domestico posto nel territorio di Canepina, vocabolo Vadoredini, segnato in mappa sezione seconda, di tavole 17 e centiare 90, pari ad are 79, col numero di mappa 1740, confinanti Antonio Ciarioni, Anguillara arciprete dottor Giacomo ed il fosso. Nonchè il terreno castagnato domestico posto come sopra, in vocabolo Vadoredini, di tavole 6 e cent. 25, pari ad are 72 e cent. 50, segnato in mappa coi numeri 1981 e 1982, confinanti la Compagnia dell'a Misericordia di Canepina, Pesciaroli Antonio e Moscatelli don Agostino, salvi ecc., ascendendo il tributo erariale per il 1° fondo a lire 8 27 e per il 2° a lire 2 33, per il prezzo di lire 750.

2° lotto.

Terreno seminativo vitato posto nel territorio di Canepina, vocabolo Casa Mezza, di tavole 2, pari ad are 20, segnato in mappa col n. 687, confinanti Testa Corona vedova Moneta e la strada da più lati, ecc., ascendendo il tributo erariale a lire 1 95, per il prezzo di lire 120.

3° lotto.

Terreno castagnato domestico posto nel territorio suddetto, in vocabolo Cornacchiolo, di tavole 2 85, pari ad are 28 e cent. 50, segnato in mappa col n. 1409, confinanti il Beneficio della Madonna delle Grazie e gli eredi di Massimi fu Giov. Battista ed il fosso. Nonchè il terreno castagnato domestico posto nel territorio come sopra, vocabolo Cornacchiolo, di cent. 80, pari ad are 8, segnato in mappa col numero 1413, confinanti la Cappella del Purgatorio di Canepina, Cuccioli Francesco e la strada, gravati del tributo erariale di centesimi 71 il primo e di centesimi 20 il secondo, per il prezzo di lire 70.

Tutte le altre condizioni della vendita emergono dal relativo bando, ostensibile nella cancelleria del sullodato Tribunale.

1806 FILIPPO SALVATORI proc.

(3ª pubblicazione)

CREDITO FONDIARIO del Banco di Napoli.

AVVISO.

La signora Lucia Mazzella fu Cristofaro ha dichiarato di aver disperso due cartelle fondiarie, in testa sua, col godimento dal 1° ottobre 1880, segnate dai numeri 69197 e 84816. Ed avendo la medesima chiesta la surrogazione dei detti titoli, si avverte che, scorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione senza che siano intervenute o presentate alla sede centrale dell'Istituto opposizioni, saranno emesse, come per legge, le nuove cartelle di surrogazione.

Napoli, 17 marzo 1881.

1537 Il segr. capo MARINO.

AVVISO.

(1ª pubblicazione)

Agli illustrissimi signori Presidente e Giudici del Tribunale circondariale sedente in Potenza.

Signori,

Essendo ai 17 novembre 1876 morto il notaio signor Rocco Parente fu Nicola Maria, residente in Palmira, la vedova Caterina Frisi ed il figlio Gerardo Parente, anche quali cessionari degli altri eredi signora Giuseppina e Marietta Parente, fanno istanza perchè il Tribunale ordini lo svincolo della cauzione e patrimonio del detto notaio, ai termini dell'art. 38 della legge vigente sul Notariato.

1816 GERARDO avv. DE PILATO proc.

Bando per vendita d'immobili.

(2ª pubblicazione)

Con istrumento 30 dicembre 1880 per notaio Luigi Tavassi, di Napoli, Maria Balboni fu Pietro Paolo, rappresentata dal figlio Giuseppe Miccoci, suo speciale procuratore, Carlotta ed Enrico Balboni fu Giuseppe, Adolfo e Marietta Balboni fu Ignazio, Erodiade ed Adele Balboni fu Luigi, Pietro Bini fu Luigi, rappresentante dei figli minori Elettra, Oreste, Irene e Romolo, procreati colla defunta Zenaide Balboni fu Luigi, Teresa Manzi fu Luigi, rappresentante la figlia minore Giulia Balboni fu Francesco, tutti quali eredi di Anna Balboni fu Felice, morta in Napoli, sezione Chiaia, il 27 novembre 1879, e lo avvocato Federico De Rosa, esecutore testamentario e legatario della stessa Anna Balboni, hanno venduto alla signora Maddalena Farina, moglie del signor Domenico Calvanese, il casamento con giardino a ridosso, pertinente alla eredità della suddetta Anna Balboni, sito in Castellammare di Stabia, strada Marina, nn. 24 a 28, riportato in catasto all'art. 2603, in testa alla medesima Anna Balboni, per l'imponibile il giardino di lira 1 36, ed il casamento di lire 2400, pel prezzo di lire 60,300 (sessantamila trecento), sotto le seguenti condizioni:

1. Che la vendita sia approvata dal Tribunale nell'interesse dei minori Bini e Giulia Balboni;

2. Che si dimostri non esservi altri eredi di Anna Balboni fu Felice, e che la vendita sia ratificata da Maria Maddalena Balboni fu Pietro Paolo;

3. Che si dimostri la piena libertà dello stabile venduto.

Si avvisano quindi tutti coloro che credono aver dritto alla eredità di Anna Balboni, o sullo stabile venduto, onde facciano opposizione al pagamento, con atto di usciere da notificarsi fra trenta giorni alla compratrice signora Farina, in Castel San Giorgio, provincia di Salerno, in mancanza di che il prezzo sarà pagato ai venditori a norma del suddetto istrumento.

Napoli, 15 marzo 1881.

1600 FEDERICO DE ROSA.

R. TRIBUNALE CIV. E CORREZ. di Viterbo.

Nota per aumento di sesto.

Il sottoscritto cancelliere fa noto che nell'udienza del giorno 31 marzo prossimo passato ebbe luogo avanti il Tribunale suddetto la vendita degli stabili sottodescritti, espropriati ad istanza della Cassa di risparmio di Viterbo ed a carico di Balestra Francesco di Viterbo:

Descrizione dello stabile.

Casa di abitazione posta in Viterbo, al vicolo Piazza Padella, oggi vicolo Romanelli, composta di pianterreno con grandioso ambiente, che mette ad una cantina, dove havvi un pozzo d'acqua potabile, piccolo cortile con lavatoio scoperto, nonchè del primo piano composto di sette ambienti, e di un terzo piano ad uso soffitto praticabile, composto di tre vani, confinante l'intero fabbricato col diretto dominio della Confraternita di San Leonardo, eredi Balestra e Falcioni, in mappa ai numeri 962, 965, 966 sub. 1 e 3151, gravato dell'annuo canone di scudi 9 a favore del R. Demanio Nazionale.

Che detto stabile fu deliberato al signor Carlo avv. Borgassi, per persona da nominare, per lire 2855.

Che sul detto prezzo di delibera è ammesso l'aumento del sesto.

Che il termine utile per fare tale aumento scade col giorno 15 aprile corrente, e che potrà farsi da chiunque purchè abbia adempiuto alle condizioni di cui all'art. 680 Codice procedura civile.

Viterbo, 2 aprile 1881.

Il cancelliere Bollini.

Per copia conforme per uso d'inserzione,

Viterbo, 2 aprile 1881.

1837 CARNITI vicecanc.

REALE COMPAGNIA ITALIANA
di Assicurazioni Generali sulla Vita dell'Uomo

IN MILANO — *Via Monte Napoleone*, 22

Avviso agli Azionisti.

Il Consiglio d'Amministrazione della *Reale Compagnia Italiana di Assicurazioni generali sulla vita dell'Uomo*, in Milano, invita i signori azionisti all'assemblea generale che si terrà domenica, 24 aprile 1881, alle ore 12 meridiane, alla sede sociale, in Milano, via Monte Napoleone, n. 22.

Si tratterà e si delibererà sul seguente

Ordine del giorno:

1. Lettura del processo verbale dell'ultima assemblea;
2. Rapporto della Direzione sulle operazioni della Compagnia nello scorso anno 1880;
3. Rapporto dei commissari verificatori relativo ai conti del detto periodo;
4. Approvazione del bilancio, del rapporto dei commissari e della proposta di riparto degli utili risultanti dal bilancio;
5. Rinnovazione di sei membri del Consiglio d'amministrazione, cessanti per anzianità, a norma dell'art. 27 dello statuto; signori: Antonio Spagliardi (Milano); Edmondo Ulrich (Milano); Pietro Brambilla (Milano); Cav. avv. Giovanni Giacobbe (Milano); Nob. cav. Ignazio Lucini (Milano); Cav. Tell Meuricoffre (Napoli);

I membri cessanti sono rieleggibili;

6. Nomina di tre commissari verificatori dei conti relativi all'esercizio corrente.

Quei signori azionisti che volessero farsi rappresentare alla detta assemblea lo potranno a mezzo di altro azionista, a tenore dell'articolo 43 dello statuto, presentando apposita procura, od anche con relativa dichiarazione in calce alla circolare di convocazione.

Milano, 31 marzo 1881.

Per il Consiglio d'Amministrazione
Il Presidente: Avv. FRANCESCO RESTELLI.

1852

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI SASSARI

AVVISO D'ASTA.

Alle ore 10 ant. di sabato 23 p. v. aprile, in una delle sale di questa Prefettura, dinanzi il prefetto, o di chi per lui, coll'intervento di un ufficiale postale, si addiverrà col metodo della candela vergine, all'incanto per lo

Appalto di trasporto delle corrispondenze postali tra Alghero e la stazione ferroviaria di Giave in transito per Villanova, Monteleone, Mara, Padria, Pozzomaggiore e Cossoine, a principiare dal 1° luglio 1881 a tutto giugno 1886, mediante l'annua somma, soggetta a ribasso, di lire 15,986 66.

Le offerte di ribasso non potranno essere inferiori a lira una per ogni cento lire sulla somma predetta.

L'accollatario resta vincolato all'osservanza delle cartelle d'oneri, 24 marzo 1881.

Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno sull'atto medesimo:

1. Presentare un certificato di buona condotta morale e di notoria solventezza, non che un certificato che consti di essere pratico di tal genere di servizio;
2. Esibire le ricevute del tesoriere provinciale, dal quale risulti del fatto deposito interinale di lire 1600.

La cauzione definitiva è di lire 4000 di capitale in cartelle del Debito Pubblico od in danaro, secondo l'art. 17 delle cartelle d'oneri.

In caso di deliberamento, il termine per presentare offerte di ribasso, non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione, resta stabilito a giorni 15 successivi, ed i fatali scadono col mezzogiorno del 9 maggio p. v.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro e tassa di segreteria sono a carico dell'appaltatore.

Sassari, 30 marzo 1881.

Per detto ufficio di Prefettura
Il Segretario incaricato: L. DE-LORENZO.

1851

SOCIETÀ ANONIMA DEL PONTE DI RIPETTA

(3ª *pubblicazione*)

Gli azionisti della Società anonima del Ponte di Ripetta sono convocati in adunanza generale ordinaria, pel giorno 20 aprile 1881 nella sede della Società in Roma, via Mario de' Fiori, num. 16, p. 1°, alle ore 2 pom., per deliberare sul seguente

Ordine del giorno:

1° Lettura del processo verbale dell'Assemblea precedente;
2° Resoconto dell'operato del Consiglio d'amministrazione;
3° Rapporto dei revisori sul bilancio al 31 dicembre 1880;
4° Elezione di 4 consiglieri e di un consigliere supplente;
5° Nomina dei revisori;
6° Comunicazioni diverse.

Il Consiglio d'Amministrazione.

NB. A termini dell'art. 30 dello statuto sociale gli azionisti che intendono di intervenire o farsi rappresentare all'Assemblea dovranno eseguire il deposito delle loro azioni entro il giorno 31 marzo 1881. Tale deposito si riceve

In **Roma** presso la sede della Società
In **Trieste** presso la ditta Morpurgo e Parente.

1367

INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

UFFICIO DEL REGISTRO IN FRASCATI

Avviso d'Asta per affittamento di fondi.

Si rende noto che alle ore 10 antim. del dì 26 aprile 1881, nell'ufficio de registro in Frascati, ed alla presenza del ricevitore sottoscritto, si terranno pubblici incanti, ad estinzione di candela vergine, per l'affitto dei seguenti stabili, alle condizioni infrascritte:

1. Nel comune di Grottaferrata — Provenienza dal Monastero delle Domenicane del Rosario, in Marino — Terreno vignato e cannetato nelle contrade Squarciarelli e Vallone, diviso in due appezzamenti, dell'estensione superficiale di tavole 6 87, pari ad ettari 0 68 70.

2. Nel comune di Marino — Provenienza come sopra — Terreno vignato, olivato, cannetato, pascolivo ed ortivo, con casali d'abitazione, stalle, fienili e molino da olio e respettivi magazzini, nelle contrade Pietrara, Valle e Costa Gragnola, dell'estensione superficiale di tav. 92 60, pari ad ett. 9 26.

3. Nel comune come sopra — Provenienza come sopra — Terreno vignato e cannetato nelle contrade Valle del Barco e Ceraseto, diviso in due appezzamenti, dell'estensione superficiale di tav. 3 81, pari ad ett. 0 38 10.

4. Nel comune come sopra — Provenienza come sopra — Terreno vignato in due appezzamenti nella contrada Costa Gragnola, dell'estensione superficiale di tav. 6 08, pari ad ett. 0 60 80.

Prezzo d'incanto per i quattro lotti, lire 2750 — *Minimum* delle offerte in aumento del prezzo d'incanto, lire 10.

NB. I suddetti stabili si ritengono attualmente in affitto dal signor Pietro Trinca, il cui relativo contratto va a scadere colla raccolta della corrente stagione.

1. Ogni attendente per essere ammesso all'asta dovrà depositare a garanzia della sua offerta presso l'ufficio precitato il decimo del prezzo d'incanto in cartelle al portatore, numerario o biglietti di Banca, il quale deposito verrà restituito tostochè sarà chiuso l'incanto, ad eccezione di quello fatto dal deliberatario, il quale non potrà pretenderne la restituzione se non dopo reso definitivo il deliberamento e prestata da esso la relativa cauzione.

2. Non sarà ammesso all'incanto chi nei precedenti contratti coll'Amministrazione non sarà stato abitualmente pronto al pagamento delle rate di affitto ed osservatore dei patti, e potrà essere escluso chiunque abbia conti o questioni pendenti.

3. Le offerte non potranno essere minori delle somme sopraindicate, ed il deliberamento provvisorio seguirà a favore di colui che avrà fatta la maggiore offerta in aumento al prezzo di sopra accennato.

4. È lecito a chiunque sia riconosciuto ammissibile all'incanto di fare nuova offerta in aumento al prezzo del provvisorio deliberamento entro 15 giorni da questo, purchè tale offerta non sia minore del ventesimo del prezzo medesimo, e sia guarentita col deposito del decimo del prezzo offerto nel modo detto superiormente. In questo caso saranno tosto pubblicati appositi avvisi per procedere ad un nuovo esperimento d'asta sul prezzo offerto. In mancanza di offerta di aumento il deliberamento provvisorio diventerà definitivo, salva la approvazione superiore.

5. Insorgendo contestazioni intorno alle offerte od alla validità dell'incanto, chi presiede decide.

6. Il quaderno d'oneri contenente i patti e le condizioni che dovranno regolare il contratto di affitto è visibile nel detto ufficio dalle ore 10 antimeridiane alle 4 pomeridiane.

Frascati, addì 28 marzo 1881.

1826 IL RICEVITORE.

1° AVVISO D'ASTA.

Si notifica al pubblico che nel giorno diciotto aprile andante, alle ore 12 meridiane, in questa sala municipale, innanti il sindaco, o chi per esso, si procederà al primo incanto per asta pubblica, col metodo della estinzione della candela vergine, secondo le forme prescritte dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, e col termine ridotto a cinque giorni, per addivenirsi al primo deliberamento dello appalto della riscossione dei dazi governativi di consumo, dei dazi addizionali agli stessi, e di quelli di conto esclusivamente comunale, secondo le condizioni stabilite nel capitolato d'oneri, e la tariffa annessa al medesimo.

Per essere ammesso all'asta l'offerente dovrà consegnare al segretario comunale una somma almeno uguale al ventesimo della pensione, come deposito provvisorio per la garanzia dell'offerta.

La cauzione da prestarsi seguita l'aggiudicazione definitiva sarà uguale al canone di un anno, e consisterà o in numerario o in titoli del Debito Pubblico italiano, o in biglietti di tenuta a firma di persona ben vista alla Giunta municipale.

L'appalto si farà per due anni, dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1882.

Il canone annuo è stabilito in lire 54,000, stante la riduzione fatta con deliberazione consigliare del 4 marzo ultimo, debitamente esecutoriata.

Il termine dei fatali per l'aumento del ventesimo è fissato a cinque giorni, e quindi spirerà col mezzogiorno del dì 23 corrente mese.

Milazzo, 1° aprile 1881.

Il Sindaco: BONACCORSI.

1843 *Il Segretario comunale*: GIOVANNI RAGUSI.

ESATTORIA DI VALLERANO

Il sottoscritto collettore fa pubblicamente noto che il giorno 25 aprile, ed occorrendo un secondo e terzo incanto, del 2 e 9 maggio, avanti il R. pretore di Soriano nel Cimino, e nella sala dell'udienza, avrà luogo la vendita a subasta dei seguenti immobili.

L'aggiudicazione sarà fatta ai migliori offerenti.

Le offerte dovranno esser garantite da un deposito determinato per ciascuno immobile, nè al primo incanto possono essere minori del prezzo minimo stabilito.

Il deliberatario deve sborsare l'intero prezzo entro giorni .. successivi alla aggiudicazione, e più pagare tutte le spese d'asta, di registro e contrattuali.

1. In odio a Chiericozzi Francesco fu Giuseppe, domiciliato in Vallerano — Terreno posto in contrada Selva, a confine Orlandi Luigi, Paulli Pietro Paolo, la strada, Rapiti Luigi, Bernabei in Allegrini Candida, e Biagiarelli Felice, estensione 9 87, segnato in mappa con i numeri 161, 1570, 1836, e di un estimo di sc. 39 25. Si apre l'asta per la somma di lire 246 60, e la somma da depositarsi a garanzia dell'offerta è di lire 12 18. Responsivo al 4 e al 13 a Biagiarelli.

Comune di Vignanello.

2. In odio a Crescenzi Anna Maria vedova Natili, di Vignanello — Terreno in contrada Puliano e Piancesali, a confine D. Augusto Ruspoli, Bracci Luigi, la strada di Pareti ed il fosso, estensione 9 13, segnato in mappa con i numeri 1173, 1174, 1177, 1178, 1181, e di un estimo di sc. 77 99. Si apre l'asta per la somma di lire 483, e la somma da depositarsi a garanzia dell'offerta è di lire 24 15. Attualmente intestato a Natili Antonio, Vincenzo, Domenico, Giuseppe, Paolo, Firmina, Candida fu Ignazio, in seguito a domanda di voltura del 20 maggio 1880, e per successione alla madre defunta il 12 settembre 1879.

3. Stefanucci Giuliano fu Giacomo, ed altri, di Vignanello — Terreno in contrada Sutano, a confine Lelli Gaetano, Marini Eusebio ed il fosso di Piedilugo, estensione 12 78, segnato in mappa con i numeri 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, e di un estimo di sc. 14 77. Si apre l'asta per lire 92 40, e la somma da depositarsi a garanzia dell'offerta è di lire 4 62. Annuo livello di sc. 1 30 a Ruspoli, compresi i nn. 1922 e 1923.

Altro terreno in contrada San Lorenzo, a confine lo stesso Stefanucci da due lati e Stefanucci Maria, estensione 1 10, segnato in mappa col n. 2704, e di un estimo di sc. 15 17. Si apre l'asta per lire 96, e la somma da depositarsi a garanzia dell'offerta è di lire 4 80. Proprietà libera.

1870 *Il Collettore*: CESARE BAZZICCHELLI.

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA DELLA FONDERIA DI GENOVA

Avviso di provvisorio deliberamento.

A termini dell'articolo 98 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, si notifica che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 1° marzo 1881, per la seguente provvista di

Rame in verghe (sagomato) *chil.* 19800, *a L.* 2 85, *importo L.* 56,430,

da consegnarsi nel termine di giorni 60 in Genova, è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di lire 2 15 per cento.

Epperciò si reca a pubblica notizia che il termine utile, ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso non minore del ventesimo, scade al mezzodì (tempo medio di Roma) del giorno 16 aprile 1881, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo, deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, accompagnarla col deposito prescritto dal succitato avviso d'asta.

L'offerta debb'essere presentata all'ufficio della Direzione suddetta, dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane.

Dato in Genova, addì 1° aprile 1881.

1850 *Il Segretario*: DE SALVO LUIGI.

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI PESARO E URBINO

Avviso di definitivo incanto.

In seguito al ribasso di lire 5 per ogni cento lire sul prezzo di L. 49,996 73, pel quale veniva deliberata in primo grado d'asta l'impresa qui appresso descritta, si notifica al pubblico che, riportata l'autorizzazione dell'autorità competente per l'abbreviazione dei termini per gl'incanti, alle ore 12 meridiane del giorno 9 corrente mese si procederà avanti l'ill.mo signor prefetto presidente della Deputazione provinciale, od innanzi ad un membro della medesima da lui delegato, nell'ufficio della provincia, posto in via Garibaldi, al definitivo incanto per l'appalto della

Fornitura di tutti i materiali e pagamento di mercedi agli artefici ed operai occorrenti per la manutenzione della strada provinciale Urbinate.

Avvertenze.

1. L'appalto sarà duraturo per un quinquennio, dal primo aprile corr. al 31 marzo 1886.

2. L'asta sarà aperta sulla somma di lire 47,496 89, a quanto viene ridotto, in seguito al ribasso di cui sopra, il calcolato totale importo degli approvigionamenti per il quinquennio, compreso il decimo di beneficio all'impresa; e si terrà col metodo dei partiti segreti, da prodursi in carta bollata da una lira, e colle formalità prescritte dal vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

I partiti devono essere determinati ed incondizionati, e contenere il ribasso di un tanto per cento sull'indicata somma in grado d'asta.

3. Sul pagamento delle mercedi agli artefici ed operai da antistarsi dall'appaltatore, per le quali viene calcolato un fondo non soggetto a ribasso di lire 12,879 40 per tutto il quinquennio, all'appaltatore medesimo spetta il frutto del 6 per cento ed anno per l'impronto del danaro.

4. L'appalto è vincolato all'osservanza del relativo capitolato speciale, ostensibile a chiunque in questa segreteria, nonchè delle prescrizioni portate dalla legge sulle opere pubbliche e dal capitolato generale per l'appalto dei lavori per conto dello Stato, approvato con decreto Ministeriale del 31 agosto 1870, in quanto sia il caso di applicare l'una e l'altro alla presente impresa.

5. Gli aspiranti per essere ammessi all'asta dovranno depositare, contestualmente alla presentazione della scheda, la somma di lire 2800, da servire a titolo di cauzione provvisoria dell'asta medesima, e per le spese di cui al susseguente § 7; la qual somma sarà restituita dopo terminato l'incanto, tranne quella di spettanza del deliberatario.

Dovranno produrre inoltre:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dal sindaco del comune di loro attuale domicilio, e

b) Un attestato di un ispettore od ingegnere capo del R. Genio civile, od anche di un ingegnere capo di provincia, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che nell'aspirante concorrono i requisiti voluti dal carattere speciale dell'impresa.

6. All'atto della stipulazione del contratto d'appalto, da aver luogo entro 15 giorni da quello dell'aggiudicazione, il deliberatario dovrà prestare una cauzione definitiva equivalente a due quinti del canone annuo d'appalto depurato dal ribasso d'asta; e questa in moneta legale, ovvero in cartelle del Debito Pubblico italiano al portatore, consolidato 5 o 3 per cento, al valore di Borsa del giorno innanzi alla suddetta stipulazione.

7. Le spese d'incanto, di delibera, rogito, copie del contratto, registrazione ecc., sono a tutto carico dell'aggiudicatario.

Pesaro, 4 aprile 1881.

D'ordine della Deputazione provinciale

1862 *Il Segretario capo*: G. SPADINI.

DIFFIDAZIONE.

Il sottoscritto, promotore del fallimento della ditta Cesare e fratelli Scriattoli in Civitavecchia, in seguito di rinuncia emessa dagli altri promotori, essendo rimasto solo alla difesa della causa di opposizione al fallimento suddetto, promossa dai signori fratelli Scriattoli, e dovendo egli solo (che rappresenta appena la trentesima parte dei crediti) sostenere tutti i rischi e spese del giudizio per tutelare da solo l'interesse di tutti i creditori, diffida tutti gli aventi interesse, e specialmente quei creditori che hanno concorso al reparto dell'attivo del fallimento suddetto, dichiarandole che se nel termine di giorni quindici, da oggi decorrendi, non accettino formalmente di voler sostenere i rischi e spese della causa suddetta assieme al sottoscritto, egli come promotore nel suo particolare nome ed interesse, rinuncierà od abbandonerà la causa stessa.

Civitavecchia, 4 aprile 1881.

1856 DOMENICO D'ANGELO.

Avviso per svincolo di cauzione.

(1ª *pubblicazione*)

Dalla signora Gambato Ginevra, per sè e pei minori di lei figli Vincenzo, Leonia, Annetta, Gino e Maria Rigobello fu Omobon, di Castelguglielmo, venne prodotto ricorso per lo svincolo della cauzione prestata dal defunto di lei marito Omobon Rigobello per l'esercizio di notaro, residente prima in Occhiobello, poi in Castelguglielmo, portata dalla polizza 3 settembre 1872, n. 12509, della rendita di lire 155.

Si diffida, a sensi degli articoli 38, 39 della legge 25 maggio 1879 sul Notariato, che chiunque intendesse di opporsi a tale domanda dovrà produrre alla cancelleria del Tribunale di Rovigo, entro sei mesi dall'ultima inserzione e pubblicazione, la propria domanda di opposizione, in difetto di che verrà provocato dal Tribunale lo svincolo della suddetta polizza.

Rovigo, 29 marzo 1881.

1841 Il cancelliere SORESINA.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Si deduce a pubblica notizia che nel giorno 6 maggio 1881, innanzi il Tribunale civile di Roma, prima sezione, ad istanza del R. Commissariato per la liquidazione dell'Asse ecclesiastico di Roma, in danno di Luigi, Enrico e Michele De Luca, si procederà alla vendita giudiziale del seguente fondo per il prezzo di lire 427,000, e colle altre condizioni risultanti dal bando venale, a tutti ostensibile nella cancelleria del lodato Tribunale:

Tenuta delle Castelle con casale, granari, magazzini, chiesa, fontanile, ecc., situata in Roma, fuori di Porta San Giovanni, descritta in catasto (mappa 83, dell'Agro romano), ai numeri 1 al 96, e lettera *A*, della complessiva superficie di tavole censuali 17, 221 20, pari ad ettari 1722, are 12, con un estimo di scudi 66,460 91. Confina colle tenute di Campo Morto, di Corna e di Corano, e coi territori di Velletri e Cisterna, salvi ecc.

1812 AVV. CESARE LANZETTI.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

Si deduce a pubblica notizia che nel giorno sei maggio 1881, innanzi al Tribunale civile di Roma, seconda sezione, ad istanza del Regio Commissariato per la liquidazione dell'Asse ecclesiastico di Roma, in danno del signor Edoardo La Monaca del fu Luigi, si procederà alla vendita dei seguenti fondi per il prezzo sotto indicato e colle altre condizioni risultanti dal bando venale a tutti ostensibile nella cancelleria del lodato Tribunale:

1. Porzione di vigna con caseggiato fuori di Porta San Paolo, in contrada Grotta Perfetta, distinta nella mappa 1ª del suburbano coi nn. 256 al 258, 663 e 664, per il prezzo di lire italiane 30,200.

2. Piccola frazione di vigna posta fuori di Porta San Paolo in contrada Grotta Perfetta, descritta in catasto, mappa 1ª del suburbano, coi nn. 259, 260 e 261, per il prezzo di lire italiane 2425.

1811 AVV. CESARE LANZETTI.

AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE
DI CALABRIA ULTERIORE SECONDA

AVVISO per altro esperimento d'asta per l'appalto delle opere di fabbrica di arginazione, e palificazione pel ponte metallico sul fiume Mesima.

Essendo rimasta deserta la subasta annunziata con l'avviso del 10 gennaio ultimo per l'appalto delle opere di fabbrica, di arginazione e palificazione necessarie per il ponte metallico sul Mesima, nella strada di 3ª serie Monteleone-Metramo, si previene il pubblico che nel giorno di mercoledì 20 dello andante mese di aprile, alle ore 12 merid., innanzi all'ill.mo signor prefetto presidente della Deputazione provinciale, o chi per esso, sarà aperto un terzo esperimento d'asta per rilasciare al migliore offerente in meno l'appalto delle opere suddette.

Si avverte che trattandosi di terzo incanto, l'aggiudicazione, ai termini dell'art. 88 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, sarà fatta quand'anche vi sia un solo offerente.

L'asta sarà aperta sul prezzo di lire 275,801, oltre di altre lire 22,199 d'impreviste, che rimangono a disposizione dell'Amministrazione, ed ogni voce di ribasso non può essere minore di lire 3 per cento, giusta l'autorizzazione data dal Ministero dei lavori pubblici con dispaccio del 4 marzo ultimo, nn. 15524, 1043; la cauzione potrà darsi per metà all'atto della stipulazione del contratto in danaro contante, o in rendita pubblica, e l'altra metà potrà costituirsi mediante ritenuta del decimo sul prezzo dei lavori eseguiti.

Per essere ammesso a licitare, oltre del certificato d'idoneità, occorre il deposito di lire 10,000, che sarà restituito al termine dell'asta, meno quello dell'aggiudicatario, che rimarrà per le occorrenti spese.

Tanto il progetto che il capitolato d'appalto sono visibili a chiunque vorrà prenderne preventiva conoscenza nella segreteria della Amministrazione suddetta.

Il termine utile per la presentazione di offerte di ribasso del ventesimo, scade il giorno di venerdì del prossimo mese di maggio a mezzodì.

Catanzaro, li 4 aprile 1881.

1833 *Il Segretario capo*: G. SINOPOLI.

(1ª *pubblicazione*). 1784

SOCIETÀ PER LA CARDATURA E FILATURA DEI CASCAMI DI SETA
IN JESI

Sono invitati i signori azionisti ad intervenire alla riunione dell'assemblea ordinaria di seconda chiamata, che avrà luogo il 18 aprile corrente ad un'ora pomeridiana, nei locali ove ha sede la Società stessa, e cioè in Bologna, via Pignattari, n. 1.

Ordine del giorno:

1. Riferimento del Consiglio d'amministrazione, e presentazione del bilancio a tutto il 1880.
2. Rapporto dei signori revisori del bilancio stesso, ed approvazione di esso.
3. Nomina di cinque consiglieri scaduti di carica.
4. Nomina di due revisori pel bilancio 1881.

Bologna, 22 febbraio 1881.

Il Consiglio d'Amministrazione.

Avvertenze. — L'azionista che vorrà intervenire all'assemblea dovrà depositare non meno di dieci azioni della Società intestata presso la Società stessa, o presso la Cassa di risparmio in Jesi non più tardi del giorno 16 aprile, riportandone analoga ricevuta.

Si ricordano ai signori azionisti gli articoli 15 e 16 dello statuto sociale.

DEPUTAZIONE PROVINCIALE DI CAGLIARI

Avviso di deliberamento provvisorio.

Si rende noto che in conformità all'avviso d'asta del primo del cadente mese, ieri, alle ore 12 meridiane, si tenne il primo incanto per l'appalto della manutenzione delle strade provinciali, che rimase provvisoriamente aggiudicato al signor Cesare Fois-Piso col ribasso del 9 50 0[0, sulla base di L. 0 285 per metro lineare di strada da mantenere.

Il termine utile per il ribasso del ventesimo scade alle ore 12 meridiane del giorno 21 del primo entrante aprile.

Gli aspiranti per essere ammessi dovranno presentare un certificato di idoneità di data non anteriore a sei mesi, e fare un deposito di lire tremila in numerario od in biglietti consorziali.

Nel termine di dieci giorni dalla data dell'aggiudicazione definitiva avrà luogo la stipulazione del contratto, ed il deliberatario dovrà prestare una cauzione di lire trentamila, che potrà essere fatta in numerario, in obbligazioni dei prestiti della provincia, in buoni di Cassa provinciali, in cedole del Debito Pubblico valutate al corso di Borsa, o con ipoteca sopra stabili liberi di valore doppio della somma sovraccennata.

Le spese tutte di incanto e di contratto sono a carico del deliberatario.

Il capitolato di appalto è visibile tutti i giorni alle ore d'ufficio nella segreteria della provincia.

Cagliari, 29 marzo 1881.

1820 D'ordine — *Il Segretario capo*: ONNIS.

STRADE FERRATE ROMANE

AVVISO.

Col già fatto pagamento degli interessi semestrali scaduti il 1° gennaio 1881 è esaurita la prima serie di n. 36 *cedole* delle *Obbligazioni Serie A e B* della *Ferrovia Centrale Toscana* e *Serie C* della *Ferrovia Asciano-Grosseto*.

Perciò il Consiglio d'Amministrazione della Società delle Ferrovie Romane, dopo aver presi gli opportuni accordi col Regio Governo, con deliberazione in data del 3 marzo p. p., ha determinato di munire le dette Obbligazioni di un nuovo foglio contenente n. 36 cedole da valere per la riscossione degli interessi semestrali per le scadenze dal 1° luglio 1881 (cedola n. 37) al 1° gennaio 1899 inclusive (cedola n. 72).

Rimane inteso che, esaurite queste nuove cedole, ne verrà fornita ai portatori delle Obbligazioni, che rimarranno vigenti, una nuova serie per altri 18 anni; e ciò fino a che tutte le Obbligazioni non siano state ammortizzate.

Per ottenere il nuovo foglio di cedole i portatori delle Obbligazioni delle specie summentovate dovranno attenersi alle seguenti norme, cioè:

1. Depositare le Obbligazioni presso la Direzione generale delle Strade Ferrate Romane (Uffizio Titoli) in Firenze, Piazza Vecchia di Santa Maria Novella, n. 7.

2. Questi depositi potranno farsi in tutti i giorni feriali, *purchè non cadenti nel* 10 *e* 25 *di ciascun mese*, dalle ore 10 antimeridiane alle ore 3 pomeridiane dal dì 18 del corrente mese fino a nuovo diverso avviso.

3. I possessori delle Obbligazioni, o loro incaricati, presenteranno alla Direzione generale le cartelle a foglio spiegato, disposte per ordine numerico progressivo, dal più basso al più alto, ed accompagnate da una nota o *distinta* speciale, per ogni serie di Obbligazioni, che resterà nelle mani del capo dell'Uffizio Titoli, nella quale dovranno essere segnati con la massima chiarezza i numeri d'ordine e la quantità totale delle suddette Obbligazioni; questa nota o *distinta* conterrà pure l'indicazione del domicilio del presentatore, e dovrà essere da esso firmata di proprio pugno e carattere.

Saranno perciò tenute a disposizione dei possessori di Obbligazioni, i quali volessero profittarne, le module stampate per le anzidette note.

4° Contate le Cartelle, e riscontrata la esattezza dei rispettivi numeri, il capo del suddetto uffizio rilascierà al presentatore delle medesime un *riscontro* da esso firmato e con bollo a secco della Società, nel quale sarà indicato quanto appresso, ci è:

a) Il nome e cognome del depositante;
b) La quantità e la serie delle Obbligazioni depositate;
c) La data del rilascio del *riscontro* stesso;
d) Il giorno in cui, previo ritiro per parte dell'Uffizio Titoli di detto *riscontro* munito di ricevuta del depositante, potranno essere restituite le Obbligazioni già corredate dei rispettivi nuovi fogli di cedole.

5° Sarà cura dei depositanti lo effettuare nell'atto del ritiro delle Cartelle i convenienti riscontri; eseguito il ritiro stesso non si ammetteranno reclami di sorta intorno alla quantità, qualità, ecc. delle Cartelle ritirate.

6° Sulla linea di congiunzione delle Cartelle coi rispettivi fogli di cedole, e più precisamente ai due lati estremi dell'annestatura, verranno impressi due bolli a secco, dei quali uno Governativo con lo stemma Reale e la leggenda *Regno d'Italia*, e l'altro Sociale della forma e con la leggenda seguente:

Firenze, 4 aprile 1881.

Il Reggente la Direzione Generale
C. BERTINA.

Visto — Dal Ministero del Tesoro
Roma, 11 marzo 1881.

Il Direttore Generale del Tesoro
CANTONI.

1861

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA
per la Regìa cointeressata dei Tabacchi

Si rende noto che nella pubblica estrazione della lettera rappresentante la venticinquesima serie delle obbligazioni dei tabacchi da rimborsarsi a partire dal 1° luglio p. v., e che, giusta l'avviso inserto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del 12 marzo p. p., n. 59, ha avuto luogo negli uffici centrali della Regìa il 1° aprile corrente, la serie rimasta estratta fu quella controddistinta dalla lettera BB.

Roma, 2 aprile 1881.

1863

CAMERANO NATALE, *Gerente*. ROMA — Tip. EREDI BOTTA.